

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/008032]

23 AVRIL 2024. — Arrêté ministériel exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2023 relatif aux aides individuelles dans les secteurs de la production aquacole, de la transformation et du commerce de gros des produits de la pêche et de l'aquaculture

Le Ministre de l'Agriculture,

Vu le règlement (UE) n° 2021/1139 du Parlement européen et du Conseil du 7 juillet 2021 instituant le Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture et modifiant le règlement (UE) 2017/1004 ;

Vu le règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au Fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture, et établissant les règles financières applicables à ces Fonds et au Fonds «Asile, migration et intégration», au Fonds pour la sécurité intérieure et à l'instrument de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas ;

Vu le règlement (UE) n° 1380/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2013 relatif à la politique commune de la pêche, modifiant les règlements (CE) n° 1954/2003 et (CE) n° 1224/2009 du Conseil et abrogeant les règlements (CE) n° 2371/2002 et (CE) n° 639/2004 du Conseil et la décision 2004/585/CE du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n° 1379/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2013 portant organisation commune des marchés dans le secteur des produits de la pêche et de l'aquaculture, modifiant les règlements (CE) n° 1184/2006 et (CE) n° 1224/2009 du Conseil et abrogeant le règlement (CE) n° 104/2000 du Conseil ;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.241, D.242, D.243, D.244, D.244/1, inséré par le décret du 17 juillet 2018, D.245, D.246 et D.247 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2017 portant organisation des contrôle et audit internes budgétaires et comptables ainsi que du contrôle administratif et budgétaire des Services du Gouvernement wallon, des services administratifs à comptabilité autonome, des entreprises régionales, des organismes et du Service du Médiateur et la Commission wallonne pour l'Énergie en Région wallonne

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2023 relatif aux aides individuelles dans les secteurs de la production aquacole, de la transformation et du commerce de gros des produits de la pêche et de l'aquaculture, les articles 3, § 1^{er}, alinéas 3 et 4, 6, § 3, 9, alinéa 2, 10, alinéa 2, 11, § 1^{er}, 11, § 4, alinéa 3, 14, § 4,18, alinéa 2, 19, § 1^{er}, alinéa 2, 23, 24, alinéas 3 et 4, 26, alinéa 3, 27, alinéa 3, 28, alinéa 2, 32, § 2, alinéa 1^{er}, 36, alinéa 3 ;

Vu l'approbation des critères de sélection par le comité national de suivi en date du 16 mars 2023 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné 22 mars 2024;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 avril 2024,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2023 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2023 relatif aux aides individuelles dans les secteurs de la production aquacole, de la transformation et du commerce de gros des produits de la pêche et de l'aquaculture ;

2° le règlement n° 1151/2012 du 21 novembre 2012 : le règlement (UE) n° 1151/2012 du Parlement européen et du Conseil du 21 novembre 2012 relatif aux systèmes de qualité applicables aux produits agricoles et aux denrées alimentaires ;

3° le règlement n° 2018/848 du 30 mai 2018 : le règlement n° 2018/848 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques, et abrogeant le règlement (CE) n° 834/2007 du Conseil

4° le règlement (UE) n° 2021/1139 du Parlement européen et du Conseil du 7 juillet 2021 : le règlement (UE) n° 2021/1139 du Parlement européen et du Conseil du 7 juillet 2021 instituant le Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture et modifiant le règlement (UE) 2017/1004.

5° le règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 : le règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au Fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture, et établissant les règles financières applicables à ces Fonds et au Fonds «Asile, migration et intégration», au Fonds pour la sécurité intérieure et à l'instrument de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas.

Art. 2. En application de l'article 3, § 1^{er}, alinéas 3 et 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2023, sont déterminés en annexe 1^{re} pour chaque mesure d'aide :

1° le montant minimum des dépenses en-deçà duquel une demande d'aide n'est pas recevable;

2° le montant maximal de l'aide par bénéficiaire pour la période du programme wallon pour le secteur commercial de la pêche ;

3° le taux de l'aide publique totale appliqué aux dépenses éligibles du bénéficiaire.

Pour toutes les aides régies par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2023, l'aide publique totale est constituée à quarante pour cent de moyens financiers émanant des budgets de la Région wallonne et à soixante pour cent du fonds régi par le règlement (UE) n° 2021/1139 du 7 juillet 2021.

Selon la mesure d'aide applicable, les modalités financières visées à l'alinéa 1^{er} sont fonction de la taille du bénéficiaire et des critères majorant le taux d'aide de base, sans toutefois dépasser le taux d'aide maximal fixé pour l'aide concernée. Pour bénéficier des majorations prévues, le bénéficiaire fournit les documents démontrant qu'il remplit les conditions liées.

Les montants visés au présent arrêté s'entendent en euros hors T.V.A. ou hors toutes autres formes de taxes.

Art. 3. En application de l'article 6, § 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2023, la période d'éligibilité des dépenses du bénéficiaire pour une opération est déterminée par les modalités suivantes, selon la mesure d'aide concernée, sans pour autant être antérieure ou ultérieure aux dates de la période fixée en vertu de l'article 63, § 2, du règlement n° 2021/1060 du 24 juin 2021.

1° la date de démarrage de la période d'éligibilité des dépenses correspond à la date valeur de paiement par le bénéficiaire de la première dépense relative à l'opération telle que renseignée par le demandeur dans sa demande d'aide, pour autant que le demandeur puisse faire la démonstration qu'il respectait à cette date les conditions visées à l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2023. Si ces conditions ont été réalisées à une date ultérieure, cette dernière constituera la date de démarrage de la période d'éligibilité des dépenses de l'opération ;

2° la période d'éligibilité des dépenses prend fin à la date de fin de l'opération telle que renseignée par le demandeur dans sa demande d'aide, et au plus tard le 30 juin 2028.

Art. 4. En application de l'article 6, § 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2023, pour les aides visées aux sections 1ère, pour ce qui concerne le suivi scientifique d'une exploitation aquacole, et 3 à 5 du chapitre 3 dudit arrêté, à la demande de l'administration, le bénéficiaire démontre la liquidation par ses soins d'un montant de dépenses éligibles qui atteint ou dépasse trente pour cent du montant maximal des dépenses notifiées, conformément à l'article 8, § 2, alinéa 2, 2° du même arrêté, dans les dix-huit mois suivants la date de cette notification.

Le non-respect de l'obligation visée à l'alinéa 1^{er} conduit à l'annulation de l'aide octroyée pour la demande. L'administration notifie cette annulation au bénéficiaire.

L'alinéa 2 n'est pas applicable si le demandeur démontre un des cas de force majeure visés au chapitre 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2023 ;

Art. 5. § 1^{er}. En application de l'article 6, § 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2023, les dépenses respectent également les conditions établies aux paragraphes 2 à 4 pour être éligibles aux aides visées aux sections 1ère et 3 à 5 du chapitre 3 dudit arrêté.

§ 2. Les investissements éligibles aux aides visées aux sections 3 à 5 du chapitre 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2023 sont limités :

1° à la construction, à l'acquisition, y compris par voie de crédit-bail, ou à la rénovation de biens immeubles ;

2° à l'achat ou la location-vente de matériel et d'équipements neufs à concurrence de la valeur marchande des biens, y compris les logiciels, à l'exclusion des coûts annexes liés aux contrats de location-vente tels que la marge du bailleur, les coûts de refinancement d'intérêts, les frais généraux et les frais d'assurance ;

3° dans la limite de douze pour cent des coûts d'investissements éligibles visés aux 1° et 2°, aux frais généraux liés auxdits investissements, à savoir les honoraires d'architectes et rémunérations d'ingénieurs.

Le temps de travail du bénéficiaire et de son personnel consacré à la mise en place d'un investissement visé à l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°, lorsque l'investissement vise la protection de l'exploitation contre une espèce protégée, constitue un apport en nature de la part du bénéficiaire dont le coût constitue une dépense éligible lorsque l'ensemble des conditions suivantes sont remplies :

1° le coût horaire du bénéficiaire et de son personnel qui participent à ces travaux est fixé forfaitairement à 25 euros, toutes taxes et impôts compris ;

2° le lien contractuel, de salarié ou d'indépendant, du personnel qui participe à ces travaux et le bénéficiaire, est démontré par des documents probants ;

3° au moins 14 jours préalablement à la réalisation des travaux en question, le bénéficiaire :

a) informe l'administration par écrit de la période et du lieu précis desdits travaux, de la nature et de l'ampleur de ces derniers, de l'identité des personnes qui y participeront et du nombre d'heures maximum de travail pour l'ensemble des personnes participants à ces travaux ;

b) transmet par courrier électronique à l'administration une copie des documents attestant de la réalisation préalable de la mise en concurrence visée au paragraphe 3 pour les travaux en question ;

c) obtient la confirmation écrite de l'administration quant à la recevabilité du coût de la main d'œuvre du bénéficiaire pour réaliser les travaux en question.

4° le bénéficiaire établit une déclaration sur l'honneur attestant des personnes qui ont participé à ces travaux, de leurs nombres d'heures de travail respectives pour ceux-ci, et de la date de début et de fin de ceux-ci ;

5° les travaux en question sont réalisés durant la période d'éligibilité des dépenses visée à l'article 3.

Pour être éligibles, les investissements visés à l'alinéa 1^{er} sont :

1° utiles aux activités usuelles dans laquelle la demande d'aide s'inscrit ou aux activités annexes utiles ou nécessaires à ces activités. ;

2° opérationnels et utilisés à des fins professionnelles par le bénéficiaire dans les six mois qui suivent leur achat ou leur achèvement, et les dépenses liées sont enregistrées dans la partie intitulée immobilisés de la comptabilité du bénéficiaire.

Concernant l'alinéa 3, 1°, le directeur de l'administration peut rejeter les investissements qui ne répondent pas à l'usage précité sans que ces derniers soient explicitement cités dans le présent article comme investissements inéligibles. L'éligibilité des investissements à une aide des sections 3 à 5 du chapitre 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2023 est subordonnée à l'examen du respect des conditions de l'article 10, § 2, du règlement (UE) 2021/1139 du 7 juillet 2021.

Les dépenses ne visent pas la capacité de stockage réfrigéré, y compris congelé, qui ne fait pas partie des installations destinées à la transformation ou à la commercialisation.

Les dépenses ne portent pas sur un investissement utile au secteur du commerce de détail ou de la distribution, à moins que ces activités soient mises en œuvre à partir de la production aquacole du site d'exploitation aquacole concerné par l'aide octroyée en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2023.

Les dépenses visant à l'achat et installation de panneaux photovoltaïques en vue de couvrir les besoins énergétiques liés exclusivement aux activités usuelles dans laquelle la demande d'aide s'inscrit, conformément à l'alinéa 3, 1°, sont des dépenses éligibles si l'ensemble des conditions suivantes sont remplies :

1° le bénéficiaire ne sollicite pas et n'a pas sollicité une demande relative à la promotion des sources d'énergie renouvelables et de la cogénération de qualité en vertu des articles 37 à 43 du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité ;

2° l'énergie produite par ces panneaux est dirigée vers un coffret électrique qui alimente exclusivement les équipements et bâtiments professionnels utiles aux activités usuelles dans laquelle la demande d'aide s'inscrit ;

3° les dépenses éligibles se limitent aux panneaux photovoltaïques installés dont la puissance cumulée couvre la consommation énergétique usuelle liée aux activités usuelles dans laquelle la demande d'aide s'inscrit. Cette consommation usuelle peut être démontrée par le demandeur notamment par des factures antérieures relatives à sa consommation énergétique.

Les dépenses ne portent pas sur:

- 1° des intérêts débiteurs ;
- 2° la marque, le stock à l'exception des stocks autorisés à l'alinéa 9, 1°, l'écart d'acquisition, la clientèle, l'enseigne, le pas-de-porté, la reprise de bail, l'acquisition de participations ;
- 3° le matériel ou mobilier d'occasion ;
- 4° le matériel reconditionné ;
- 5° le matériel ou mobilier d'exposition et de démonstration ;
- 6° le matériel de transport dont la charge utile est égale ou inférieure à trois tonnes et demie et le matériel de transport de personnes, à moins que ce matériel soit utilisé uniquement dans le cadre d'activités aquacoles par le fait de la fixation inamovible de cuves de transport d'eau pour une part significative de la surface utile du matériel de transport ;
- 7° les terrains et bâtiments acquis par l'entreprise bénéficiaire de l'aide auprès d'un de ses administrateurs, d'actionnaires ou d'une personne juridique faisant partie du même groupe que l'entreprise ;
- 8° la location de terres, d'immeubles et de matériel, à l'exception du matériel utile aux travaux admis à l'alinéa 1^{er}, 1°, et à l'alinéa 2, dans le respect de l'article 5, § 3, démontrant que les dépenses de location de matériels et d'engins sont moindres que celles d'un entrepreneur ;
- 9° les emballages consignés ;
- 10° les pièces de rechange ;
- 11° les conciergeries, les habitations, les villas et appartements témoins et leurs mobiliers ;
- 12° le matériel, le mobilier ou l'immobilier destiné à la location ou à l'hébergement de visiteurs ;
- 13° l'achat de terrains bâtis ou non pour un montant supérieur à celui fixé par l'article 64, § 1^{er}, b) du règlement n°2021/1060 du 24 juin 2021 ;
- 14° tout matériel informatique ou de téléphonie mobile dont la valeur individuelle est de moins de mille euros.

Les dépenses portant sur le rachat d'une exploitation aquacole sont éligibles à une aide visée à la section 3 du chapitre 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2023 si les conditions suivantes sont remplies :

- 1° les dépenses portent sur le rachat de biens immobiliers, y compris de terrains, ou de stocks de poissons ou de médicaments présents dans l'exploitation aquacole rachetée au moment du rachat, qui sont consacrés exclusivement à la production aquacole ;
- 2° les dépenses portant sur le rachat d'une exploitation aquacole ne dépassent pas le montant maximum de dépenses admissibles en vertu du montant d'aides publiques maximum fixé en annexe n°1 spécifiquement pour un tel rachat ;
- 3° les dépenses ne sont pas relatives au transfert de propriété d'une entreprise tel qu'exclu par l'article 13, g), du règlement (UE) n° 2021/1139 du 7 juillet 2021.

Les dépenses portant sur le rachat d'exploitations actives dans d'autres secteurs que le secteur aquacole ne sont pas éligibles.

§ 3. L'éligibilité d'une dépense dépend de la démonstration par le bénéficiaire du caractère raisonnable des coûts. Ce caractère est assuré par une mise en concurrence de minimum trois fournisseurs ou trois prestataires ou trois entrepreneurs consultés préalablement à chaque dépense. Cette mise en concurrence est démontrée par une copie des demandes de prix et des offres de prix reçues par le bénéficiaire. Pour les dépenses d'un montant unitaire inférieur à 30.000 euros, la simple consultation de la concurrence, y compris des prix édités sur internet, peut être considérée au même titre qu'une demande de prix si la copie des prix édités est antérieure à la date de paiement de la dépense par le bénéficiaire.

Considérant l'article 10 et la nature des dépenses éligibles aux aides de la section 1^{ère} du chapitre 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2023, pour ce qui concerne l'aide au suivi scientifique, ainsi que la spécialisation et le nombre restreint des entités scientifiques susceptibles d'apporter un suivi compétent aux entreprises aquacoles, l'alinéa 1^{er} ne s'applique pas au choix de l'entité scientifique dans le cadre desdites aides.

§ 4. Pour les aides visées aux sections 3 à 5 du chapitre 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2023, l'ensemble des dépenses éligibles atteint cinquante pour cent ou plus du montant des dépenses retenu dans le cadre de la notification de l'aide octroyée conformément à l'article 8, § 2, dudit arrêté. Le non-respect de cette obligation induit le rejet de la demande de paiement de l'aide émise par le bénéficiaire et l'annulation de l'aide octroyée en vertu de l'article précité à moins que le demandeur démontre d'un des cas de force majeure visés au chapitre 5 dudit arrêté.

Art. 6. § 1^{er}. En application de l'article 10, alinéa 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2023, les critères de sélection des demandes d'aides sont fixés à l'annexe n° 2.

L'administration procède à l'évaluation des demandes d'aide vis-à-vis des critères de sélection visés à l'alinéa 1^{er}. Elle peut solliciter une évaluation additionnelle auprès d'un service administratif ou d'un expert indépendant qu'elle désigne. Pour être recevable, cette évaluation additionnelle contient une déclaration sur l'honneur de l'évaluateur attestant qu'il ne se trouve dans aucune situation de conflit d'intérêts vis-à-vis de la demande d'aide évaluée. Les demandes d'aide évaluées sont celles ayant fait l'objet d'une notification quant à leur recevabilité, conformément à l'article 7, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2023, réceptionnées depuis la clôture de l'exercice d'évaluation précédant jusqu'à la date de clôture de l'exercice d'évaluation en cours. Cette dernière date est fixée par le directeur de l'administration et fait l'objet d'une publicité suffisante, à savoir via le site internet de la Région wallonne consacré à l'agriculture, au moins un mois avant sa survenance.

§ 2. Pour être sélectionnée, la demande d'aide obtient la cote minimale de sélection, ou plus, pour l'ensemble des critères pour lesquels une cote minimale de sélection est fixée en vertu du paragraphe 1^{er}.

L'octroi de l'aide publique aux demandes sélectionnées en vertu du paragraphe 1^{er} suit un ordre décroissant établi en considération des cotes obtenues par les demandes d'aide vis-à-vis des critères de sélection. Entre les demandes d'aide ayant obtenu le même score, l'ordre suit chronologiquement la date de la notification de la recevabilité de la demande conformément à l'article 7, § 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2023.

L'aide est octroyée aux demandes suivant l'ordre établi en vertu de l'alinéa 2 jusqu'à concurrence des crédits budgétaires disponibles. Dans le cas visé à l'article 9, alinéa 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2023, les demandes n'ayant pas pu faire l'objet d'un octroi d'aide seront maintenues en suspens jusqu'à ce que des crédits budgétaires soient à nouveau disponibles.

Art. 7. § 1^{er}. En application de l'article 11, § 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2023, les dates de démarrage et de fin de la période admissible durant laquelle le bénéficiaire peut réclamer le paiement de l'aide, sont déterminées comme suit :

1° la date de démarrage de cette période est identique à celle de la période d'éligibilité des dépenses fixée en vertu de l'article 3 ;

2° la date de fin de cette période correspond à la date du nonantième jour qui suit la date de fin de la période d'éligibilité des dépenses fixée en vertu de l'article 3 ou, si elle est antérieure, qui suit la date valeur de liquidation par le bénéficiaire de la dernière dépense pouvant faire l'objet d'une aide conformément à la notification visée à l'article 8, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2023.

§ 2. Dans le respect de la période fixée au paragraphe 1^{er}, les tranches de réclamation et de paiement des aides sont établies de la façon suivante :

1° pour les aides visées à la section 1^{re} du chapitre 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2023, des demandes de paiements sont introduites par le bénéficiaire afin de déclarer les dépenses liquidées durant chaque semestre écoulé et réclamer l'aide publique correspondante ;

2° pour les aides visées aux sections 3 à 5 du chapitre 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2023, l'aide est liquidée en deux tranches :

a) la première tranche est exigible par le bénéficiaire lorsqu'il a liquidé au moins cinquante pour cent des dépenses concernées par sa demande d'aide ;

b) la deuxième tranche est exigible lorsque tous les investissements auront été réalisés et que toutes les dépenses liées auront été liquidées par le bénéficiaire.

Les demandes de paiement de l'aide liée aux tranches visées à l'alinéa 1^{er} sont recevables, si l'administration réceptionne :

1° une liste des factures et dépenses concernées, suivant le format requis par le directeur de l'administration ;

2° une copie des pièces justificatives liées à toutes les dépenses déclarées par le bénéficiaire dans le cadre de la demande d'aide, y compris les pièces démontrant le respect de l'article 5, § 3.

Art. 8. § 1^{er}. En application de l'article 18, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2023, l'accord de collaboration entre le bénéficiaire et une entité scientifique, ou la demande d'aide pour une expertise indépendante, précise :

1° l'objectif du suivi scientifique ou de l'expertise indépendante et les résultats visés par le demandeur ;

2° une liste non exhaustive des données récoltées ainsi qu'une ébauche du protocole suivi pour la récolte de ces données ;

3° le chronogramme des étapes de ce suivi ou de cette expertise ;

4° les qualifications minimums des différentes personnes chargées du suivi scientifique ou de l'expertise ainsi que leur temps de travail respectif, exprimé en équivalents temps plein pour un suivi scientifique et en nombre de jours de travail pour une expertise ;

5° le travail de suivi scientifique confié à des stagiaires et l'intensité suggérée de leur intervention ;

6° la description des éventuels équipements et investissements, à acquérir ou construire par le demandeur dans le respect de l'article 19, § 2 de l'arrêté précité, qui font l'objet du suivi scientifique ou de l'expertise ;

7° l'estimation des montants des différents coûts du suivi scientifique ou de l'expertise, dans le respect des règles d'éligibilité fixées par l'arrêté précité et par le présent arrêté ;

8° les hypothèses qui soutiennent la réalisation du suivi scientifique ainsi que les éventuelles conditions à remplir par le demandeur avant la mise en œuvre du suivi scientifique ou de l'expertise ;

9° la nature et le contenu minimum des rapports, ou toute autre document écrit, attendus du suivi scientifique ou de l'expertise.

Art. 9. En application des articles 6, § 3 et 18, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2023, l'expert dispose d'une expérience utile équivalente à au moins sept années dans la matière principale de l'expertise.

L'expérience utile visée à l'alinéa 1^{er} est décrite dans le curriculum vitae des experts qui est joint à la demande de paiement de l'aide relative à l'expertise. Le bénéficiaire dispose de la faculté de consulter l'administration pour vérifier le respect de la condition fixée à l'alinéa 1^{er} avant de contracter l'expertise. La demande de paiement de l'aide liée à l'expertise peut être rejetée par le directeur de l'administration si cette dernière estime que l'expérience décrite dans le curriculum vitae des experts, accompagnant la demande de paiement de l'aide, ne satisfait pas à la condition fixée à l'alinéa 1^{er}.

Art. 10. § 1^{er}. En application des articles 6, § 3 et 19, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2023, les dépenses éligibles à une aide au suivi scientifique sont limitées aux frais suivants :

1° des coûts unitaires qui couvrent les charges salariales du personnel ;

2° des coûts unitaires qui couvrent les frais indirects liés au personnel ;

3° des frais inhérents à la participation de stagiaires.

Le personnel visé à l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°, est constitué exclusivement du personnel dont le travail est rémunéré par l'entité scientifique avec laquelle le bénéficiaire a établi une convention de collaboration, dont la nature de la fonction est prévue dans la demande d'aide, dont les qualifications répondent aux objectifs du suivi scientifique prévu dans la demande d'aide et qui réalise concrètement le suivi scientifique prévu. Le personnel qui a une fonction comptable, administrative, de direction ou de supervision, est exclu.

Le personnel visé à l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°, est démontré par la copie de documents contractuels et lettre de mission qui attestent de l'affectation du personnel, précisent ses missions et le pourcentage de son temps de travail consacré au suivi scientifique de l'exploitation aquacole.

Une personne prestant sous statut d'indépendant ou en société de management ou sur base d'une convention de bourse ne participe pas au personnel visé à l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°.

§ 2. Les coûts unitaires relatifs aux charges salariales visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, intègrent l'entièreté des charges salariales supportées par l'entité scientifique. Ces coûts sont fixés exclusivement sur base d'une méthode simplifiée de calcul déterminant, pour chaque personne du personnel répondant aux conditions fixées au paragraphe 1^{er}, un coût horaire qui est calculé en multipliant le montant de son salaire brut mensuel par douze millièmes. Le montant du salaire brut mensuel est démontré par une copie de la fiche de paie du mois concerné. Le personnel visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, bénéficie de conditions salariales identiques à celles que pratique habituellement l'entité scientifique pour le personnel de même niveau de responsabilité, de qualification et d'ancienneté.

Seules les heures travaillées au suivi scientifique de l'exploitation aquacole sont prises en compte dans les coûts visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° et 2°. Les dépenses de personnel à déclarer en tant que charges salariales visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, sont le nombre d'heures prestées par chaque personne, multiplié par son coût horaire calculé suivant la méthode fixée à l'alinéa 1^{er}. Le volume de prestations annuelles pour un équivalent temps plein est plafonné à 1720 heures. L'entité scientifique met en place un système d'enregistrement horaire et de contrôle du temps de travail de chaque personne dont les charges sont déclarées dans les coûts visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°. Un relevé des heures de travail est effectué mensuellement. Son exactitude est confirmée par la signature du personnel concerné et de son superviseur.

Dans le cas où des aides à l'emploi, des exonérations de cotisations sociales ou des réductions de charges patronales sont affectées à l'une ou l'autre personne dont les charges sont imputées au suivi scientifique de l'exploitation aquacole, ces aides et réductions doivent être déduites des frais visés à l'alinéa 2, au prorata du temps de travail des personnes concernées consacré au suivi de l'exploitation aquacole.

Le bénéficiaire de l'aide communique à l'administration la copie de l'ensemble des pièces démontrant le respect des conditions et des modalités fixées au présent article.

§ 3. Les coûts unitaires visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, couvrent l'entièreté des frais indirects liés au personnel de l'entité scientifique travaillant au suivi scientifique de l'exploitation aquacole.

En application de l'article 54 du règlement (UE) n° 2021/1060 du 24 juin 2021, les coûts visés à l'alinéa 1^{er} sont fixés sur base d'un taux forfaitaire de 15% appliqué aux charges salariales éligibles de personnel visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°.

§ 4. Les frais induits par la participation de stagiaires au suivi scientifique de l'exploitation aquacole, supportés directement par ces derniers ou supportés par l'entité scientifique, sont des dépenses éligibles à une aide et constituent les frais visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°. L'entité scientifique prend toutes les mesures légales possibles afin de prendre directement en charge les frais inhérents à la participation des stagiaires, tels que les frais de leur transport jusqu'à l'exploitation aquacole suivie, les frais d'assurance, ou d'éventuelles indemnités forfaitaires de subsistance durant leur stage. Si l'entité scientifique n'a pas établi de règles financières internes relatives à la prise en charge des frais de stagiaires, l'application des possibilités légales en matière de bénévolat est exploitée au maximum.

Pour être éligibles à une aide, les frais visés à l'alinéa 1^{er} seront déclarés au prix coutant, sans marge bénéficiaire, et seront appuyés par des pièces justificatives démontrant les frais payés et leur date de paiement.

Art. 11. En application de l'article 24, alinéa 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2023, une demande d'aide pour des moyens de protection est recevable si elle porte sur l'une des espèces suivantes :

- 1° Balbuzard pêcheur, *Pandion haliaetus* ;
- 2° Castor européen, *Castor fiber* ;
- 3° Grand cormoran, *Phalacrocorax carbo* ;
- 4° Grande aigrette, *Ardea alba* ;
- 5° Héron cendré, *Ardea cinerea* ;
- 6° Loutre commune, *Lutra* ;
- 7° Martin Pêcheur, *Alcedo atthis*.

Sur avis favorable de l'administration, d'autres espèces que celles visées à l'alinéa 1^{er} peuvent être admises.

Art. 12. En application de l'article 28, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2023, un contrôle du respect des dispositions fixées par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement est réalisé pour l'unité d'établissement qui bénéficie d'une aide visée aux sections 3 à 5 du chapitre 3 de l'arrêté précité lorsqu'un investissement bénéficiant de cette aide requiert un permis en vertu du décret précité.

Art. 13. En application de l'article 32, § 2, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2023, la grille de sanctions est définie à l'annexe n° 3.

Art. 14. Le présent arrêté produira ses effets à la date de signature par le Ministre.

Namur, le 23 avril 2024.

W. BORSUS

Annexe n°1. Montant des aides

Pour l'aide visée à la section 1^{re} du chapitre 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2023, qui soutient le suivi scientifique des exploitations aquacoles, les modalités suivantes s'appliquent à l'opération :

1° Montant minimum de dépenses prévues pour l'opération	10.0 €
2° Plafond d'aides totales par bénéficiaire sur la durée du programme	100.0 €
3° Taux de base de l'aide publique totale appliqué aux dépenses éligibles	40

4° Cas, cumulables, de majoration du taux de base de l'aide publique totale :	
a) engagement du bénéficiaire de permettre et faciliter l'accueil de stagiaires sur une période de 2 années ou plus	+15 %
b) le demandeur est un nouvel entrepreneur entrant dans le secteur aquacole	+ 15 %
c) le suivi porte sur l'installation d'une nouvelle technologie ou espèce réduisant fortement, par rapport à l'existant, la dépendance de l'exploitation face aux facteurs externes ou augmentant sa résilience aux changements climatiques	+15 %
d) le suivi porte sur la conversion de l'exploitation vers une valorisation de sa production majoritairement sur les marchés alimentaires	+10 %
e) le suivi porte sur un sujet d'intérêt collectif pour le secteur aquacole et le bénéficiaire s'engage à autoriser la divulgation des résultats	+10%
5° Taux maximum de l'aide publique totale si l'opération n'est pas jugée innovante sur le produit, le process ou la technologie, ou si elle ne remplit pas le critère 4°, e).	60
6° Taux maximum de l'aide publique totale si l'opération est jugée innovante et si elle remplit le critère 4°, e)	70
7° Taux maximum de l'aide publique totale si le bénéficiaire n'est pas une PME	50 %

Pour l'aide visée à la section 1^{re} du chapitre 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2023, qui soutient l'expertise auprès des exploitations aquacoles, les modalités suivantes s'appliquent à l'opération :

1° Montant minimum de dépenses prévues pour l'opération	1.0
2° Plafond d'aides totales par bénéficiaire sur la durée du programme	50.0
3° Taux de base de l'aide publique totale pour les micro et PME, appliqué aux dépenses éligibles	40
4° Taux de base de l'aide publique totale pour les entreprises ne répondant pas à la définition de PME, appliqué aux dépenses éligibles	30
5° Cas, cumulables, de majoration du taux de base de l'aide publique totale :	
a) le demandeur est un nouvel entrepreneur entrant dans le secteur aquacole	+10 %
b) l'expertise porte sur des moyens de protection de l'exploitation aquacole contre des espèces protégées	+10 %
c) l'expertise porte sur l'installation d'une nouvelle technologie ou espèce réduisant fortement, par rapport à l'existant, la dépendance de l'exploitation face aux facteurs externes ou augmentant sa résilience aux changements climatiques	+10 %
d) l'expertise porte sur la conversion de l'exploitation vers une valorisation de sa production majoritairement sur les marchés alimentaires	+10 %
e) l'expertise porte sur un sujet d'intérêt collectif pour le secteur aquacole et le bénéficiaire s'engage à autoriser la divulgation des résultats	+10%
6° Taux maximum de l'aide publique totale pour les micro et PME	50
7° Taux maximum de l'aide publique totale pour les entreprises ne répondant pas à la définition de PME	40 %

Pour l'aide visée à la section 3 du chapitre 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2023, qui soutient les investissements en aquaculture, les modalités suivantes s'appliquent à l'opération :

1° Montant minimum de dépenses éligibles prévues pour l'opération	10.0
---	------

2° Plafond d'aides totales par bénéficiaire sur la durée du programme	100.0 €
3° Plafond d'aides totales par bénéficiaire sur la durée du programme pour le bénéficiaire installant une nouvelle exploitation aquacole sur le territoire wallon, aucun des biens immobiliers ou mobiliers de cette nouvelle exploitation n'ayant fait l'objet d'une aide de la Région wallonne au préalable	1.500. €
4° Taux de base de l'aide publique totale, pour les coopératives dont les membres répondent tous à la définition de micro ou PME, appliqué aux dépenses éligibles	30
5° Taux de base de l'aide publique totale pour les micro et PME, appliqué aux dépenses éligibles	25
6° Taux de base de l'aide publique totale pour les entreprises ne répondant pas à la définition de PME, appliqué aux dépenses éligibles	10
7° Cas, cumulables, de majoration du taux de base de l'aide publique totale :	
a) le demandeur est un nouvel entrepreneur entrant dans le secteur aquacole	+10 %
b) engagement du bénéficiaire de permettre et faciliter l'accueil de stagiaires sur une période de 2 années ou plus	+5 %
c) 50% ou plus du chiffre d'affaires liée à la production aquacole du demandeur émane de la vente sur les marchés alimentaires	+5 %
d) 30% ou plus du chiffre d'affaires liée à la production aquacole du demandeur émane de la vente sur les marchés alimentaires d'espèces participant à la diversification conformément au paragraphe 5.	+10 %
e) 30% ou plus du chiffre d'affaires liée à la production aquacole du demandeur émane de la vente sur les marchés alimentaires de produits certifiés conformes aux règlements n° 1151/2012 du 21 novembre 2012 ou n° 2018/848 du 30 mai 2018	+10 %
f) 50% ou plus des dépenses éligibles de l'opération portent sur l'installation d'un système de traitement et recirculation de l'eau qui augmenterait de 30% ou plus, par rapport à l'existant, le taux de recirculation de l'eau	+15 %
g) 50% ou plus des dépenses éligibles de l'opération portent des investissements induisant une réduction significative, par rapport à l'existant, de l'impact de l'exploitation sur l'environnement	+10 %
h) 50% ou plus des dépenses éligibles de l'opération portent des investissements pour la transformation, la valorisation ou le commerce de la production aquacole du demandeur, pour autant que 50% ou plus du chiffre d'affaires liée à cette production provient d'animaux ayant passés au moins 2/3 de leur vie dans les eaux wallonnes	+10 %
8° Taux maximum de l'aide publique totale pour les coopératives dont les membres répondent tous à la définition de micro ou PME	45
9° Taux maximum de l'aide publique totale pour les micro ou PME	40
10° Taux maximum de l'aide publique totale pour les entreprises ne répondant pas à la définition de PME	25 %

Par dérogation à l'alinéa 3, 7° à 10°, le taux de l'aide publique totale dont bénéficie les investissements visés à l'article 26, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2023, portant sur la diversification des sources de revenus, est fixe et équivaut aux taux de base fixé à l'alinéa 3, 4° à 6°.

Par dérogation à l'alinéa 3, 7° à 10°, le taux de l'aide publique totale dont bénéficie les investissements visés à l'article 5, § 2, alinéa 9, de l'arrêté ministériel du 20 juillet 2023 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon relatif aux aides individuelles dans les secteurs de la production aquacole, de la transformation et du commerce de gros des produits de la pêche et de l'aquaculture, portant sur les dépenses de rachat d'une exploitation aquacole, est fixe et équivaut aux taux de base fixé à l'alinéa 3, 4° à 6°. Outre le plafond d'aides fixé par bénéficiaire à l'alinéa 3, 2° à 3°, l'aide publique portant sur de telles dépenses de rachat ne dépasse pas un montant de 250.000 €.

Par dérogation à l'alinéa 3, 7° à 10°, le taux de l'aide publique totale dont bénéficie les investissements visés à l'article 26, alinéa 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2023, portant sur la protection de l'exploitation contre une espèce protégée, est fixé à 50 pour cent.

Par dérogation à l'alinéa 3, 1°, le montant minimum de dépenses éligibles prévues pour l'opération est fixé à 5.000 euros pour la demande qui remplit le critère visé à l'alinéa 3, 7°, f) et pour la demande dont plus de la moitié des dépenses annoncées portent sur des moyens de protection contre une espèce protégée.

Par dérogation à l'alinéa 3, 1°, le montant minimum de dépenses éligibles prévues pour l'opération est fixé à 5.000 euros pour des dépenses visant l'achat et l'installation de panneaux photovoltaïques aux conditions fixées à l'article 5 § 2.

Tenant compte de leurs perspectives commerciales ainsi que des risques moindres sur l'environnement qu'induit leur élevage ou leur résilience aux changements climatiques, les espèces qui participent durablement à la diversification des produits aquacoles sur le territoire de la Région wallonne sont les suivantes :

- 1° Ombre commun (*Thymallus thymallus*) ;
- 2° Lotte de rivière (*Lotta lotta*) ;
- 3° Sandre (*Sander lucioperca*) ;
- 4° Perche fluviale (*Perca fluviatilis*) ;
- 5° Saumon de l'Atlantique (*Salmo salar*) ;
- 6° toutes les espèces appartenant à l'ordre des décapodes ;
- 7° toutes les espèces d'algues et de micro-algues ;
- 8° toutes les espèces de la famille des Acipenseridae.

Sur avis favorable de l'administration, d'autres espèces que celles visées à l'alinéa 8 peuvent être admises.

Pour l'aide visée à la section 4 du chapitre 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2023, qui soutient les investissements en transformation des produits de la pêche et de l'aquaculture, les modalités suivantes s'appliquent à l'opération :

1° Montant minimum de dépenses prévues pour l'opération	10.00
2° Plafond d'aides totales par bénéficiaire sur la durée du programme	250.0
3° Taux de base de l'aide publique totale appliqué aux dépenses éligibles	15
4° Cas, cumulables, de majoration du taux de base de l'aide publique totale :	
a) le demandeur est un nouvel entrepreneur entrant dans le secteur de la transformation pour sa première PME, installée au cours des 4 années précédant la date de réception de la demande d'aide	+10 %
b) le demandeur augmente l'emploi au sein de son entreprise pour 20% ou plus des équivalents temps plein qu'elle compte entre le dépôt de sa demande d'aide et la fin de la réalisation des investissements soutenus	+10 %
c) 10% ou plus du chiffre d'affaires du bénéficiaire porte sur des produits aquacoles élevés durant au moins 2/3 de leur vie dans un rayon de 150 km autour de l'unité de transformation qui bénéficie de l'aide	+10 %
d) 10% ou plus du chiffre d'affaires du bénéficiaire porte sur des produits certifiés conformes aux règlements n° 1151/2012 du 21 novembre 2012 ou n° 2018/848 du 30 mai 2018	+ 5%
e) 10% ou plus du chiffre d'affaires du bénéficiaire porte sur des produits indésirables de la pêche ou des espèces faiblement commercialisées	+ 5%
5° Taux maximum de l'aide publique totale	25 %

Pour l'aide visée à la section 5 du chapitre 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2023, qui soutient les investissements en commerce de gros des produits de la pêche et de l'aquaculture, les modalités suivantes s'appliquent à l'opération :

1° Montant minimum de dépenses prévues pour l'opération	10.0
2° Plafond d'aides totales par bénéficiaire sur la durée du programme	250.0
3° Taux de base de l'aide publique totale appliqué aux dépenses éligibles	10
4° Cas, cumulables, de majoration du taux de base de l'aide publique totale :	

a) le demandeur est un nouvel entrepreneur entrant dans le secteur du commerce de gros pour sa première PME, installée au cours des 4 années précédant la date de réception de la demande d'aide	+5 %
b) le demandeur augmente l'emploi au sein de son entreprise pour 20% ou plus des équivalents temps plein qu'elle compte entre le dépôt de sa demande d'aide et la fin de la réalisation des investissements soutenus	+5 %
c) 10% ou plus du chiffre d'affaires du bénéficiaire porte sur des produits aquacoles élevés durant au moins 2/3 de leur vie dans un rayon de 150 km autour de l'unité de transformation qui bénéficie de l'aide	+5 %
d) 10% ou plus du chiffre d'affaires du bénéficiaire porte sur des produits certifiés conformes aux règlements n° 1151/2012 du 21 novembre 2012 ou n° 2018/848 du 30 mai 2018	+ 5%
e) 10% ou plus du chiffre d'affaires du bénéficiaire porte sur des produits indésirables de la pêche ou des espèces faiblement commercialisées	+ 5%
5° Taux maximum de l'aide publique totale	15 %

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 23 avril 2024 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2023 relatif aux aides individuelles dans les secteurs de la production aquacole, de la transformation et du commerce de gros des produits de la pêche et de l'aquaculture.

Namur, le 23 avril 2024.

Le Ministre de l'Agriculture,
W. BORSUS

Annexe n°2. Critères d'évaluation des demandes d'aides

Pour l'aide visée à la section 1^{re} du chapitre 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2023, qui soutient le suivi scientifique ou l'expertise des exploitations aquacoles, les critères suivants sont évalués :

Mesures - Critères	Poids du critère
* Pertinence de l'opération vis-à-vis du plan stratégique de l'aquaculture en Wallonie et pertinence des justifications du bénéficiaire quant aux réponses que l'opération apporte par rapport à ses besoins. La création de poste(s) de stages en entreprise participe favorablement à l'évaluation de la pertinence.	/ 6
* Compétences et expériences de l'entité scientifique et de l'expert pour mener à bien l'opération.	/ 4
* Efficience de l'opération : Le caractère raisonnable des coûts, par rapport à la taille de l'exploitation, est considéré. Le rapport coût/impact de l'opération envers les indicateurs de résultats du programme wallon pour le secteur commercial de la pêche est également considéré.	/ 3
* Résultats prévus : Une attention particulière est portée sur la description détaillée des résultats et des livrables de l'opération, afin que ceux-ci aient une utilité directe , pratique et économique, pour le bénéficiaire.	/ 4
* Rapidité de mise en œuvre : Maximum de points aux opérations pouvant démarrer dès leur sélection confirmée, qui ne nécessitent pas de permis/autorisations préalables, ou qui ont déjà obtenu ceux-ci. Lorsque nécessaire, la possession d'un cahier des charges des travaux finalisé participe favorablement à l'évaluation de ce critère.	/ 3
Minimum de points à atteindre pour être sélectionnable	(14/20)

Pour l'aide visée à la section 2 du chapitre 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2023, qui soutient la formation qui mène plus particulièrement au métier d'aquaculteur, le critère suivant s'applique :

Critères	Poids du critère (Pts)
Ordre chronologique des demandes d'aides complètes et recevables reçues par l'administration.	sans objet

Pour l'aide visée à la section 3 du chapitre 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2023, qui soutient les investissements en aquaculture, les critères suivants sont évalués :

Mesures - Critères	Poids du critère
* Pertinence des investissements vis-à-vis du plan stratégique de l'aquaculture en Wallonie, y compris leur technicité, et les marchés d'écoulement concernés, et vis-à-vis des indicateurs de résultats du de l'objectif 2.1 du programme wallon pour le secteur commercial de la pêche. La création de poste(s) de stages en entreprise participe favorablement à l'évaluation de la pertinence.	/ 10 / 6 / 1

<p>Considérant les normes et obligations légales déjà existantes en matière d'environnement, de conditions de travail, de bien-être animal, la démonstration par le demandeur que les investissements concernés vont au-delà de ces normes et obligations participera favorablement à l'évaluation de la pertinence. /1,5</p> <p>Tel sera également le cas des investissements en moyens de protection contre les espèces protégées et ceux participant à la réduction d'émission de gaz à effet de serre ou à l'adaptation aux changements climatiques. /1,5</p>	
<p>* Coût/bénéfice de l'opération, particulièrement envers les indicateurs de résultats du programme wallon pour le secteur commercial de la pêche. Le caractère raisonnable des coûts, par rapport à la taille de l'exploitation et de la plus-value induite par l'opération, est également considéré.</p>	/ 7
<p>* Rapidité de mise en œuvre : La possession d'un permis pour les investissements prévus ou la nature des investissements prévus qui permet une réalisation rapide de ceux-ci, pour effectuer rapidement les dépenses du dossier, donne droit au score maximum</p>	/ 3
<p>Minimum de points à atteindre pour être sélectionnable</p>	(14/20)

Pour l'aide visée aux sections 4 et 5 du chapitre 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2023, qui soutient les investissements en transformation et commerce de gros des produits de la pêche et de l'aquaculture, les critères suivants sont évalués :

Critères	Poids du critère (Pts)
<p>Pertinence de l'opération vis-à-vis de l'objectif spécifique 2.2 tel que décrit dans le programme wallon pour le secteur commercial de la pêche. Les aspects suivants participent favorablement à l'évaluation de la pertinence :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réduction de l'empreinte carbone (matière première, transport, procédés de transformation et/ou commercialisation), y compris des équipements ou procédés moins énergivores ou la production d'énergies renouvelables ; - L'amélioration des conditions de travail, de l'hygiène et de la qualité des produits, - La participation à valoriser les prises indésirables de la pêche commerciale, ou des espèces invasives. - La recherche de nouveaux marchés et l'amélioration de la mise sur le marché de la production aquacole wallonne. 	/ 8
<p>* Impact de l'opération sur les indicateurs de résultats visés pour l'objectif 2.2 du programme wallon pour le secteur commercial de la pêche, et plus particulièrement sur la création d'emplois. Une création d'emploi supérieure ou égale à 20% de l'existant donne droit au maximum de points.</p>	/ 4
<p>* Bienfait collectif de l'opération vis-à-vis des enjeux climatiques ou environnementaux ou pour le bien être des travailleurs ou pour l'amélioration de l'hygiène dans le processus de production du bénéficiaire</p>	/ 3
<p>* Opérateur pour lequel la production locale, et/ou des produits certifiés conformes au règlement n° 1151/2012 du 21 novembre 2012 ou n°889/2008 du 5 septembre 2008 constituent 10% ou plus du CA du demandeur.</p>	/ 2
<p>* Rapidité de mise en œuvre : La possession d'un permis pour les investissements prévus ou la nature des investissements prévus qui permet une réalisation rapide de ceux-ci, pour effectuer les dépenses du dossier donne droit au score maximum</p>	/ 3
<p>Minimum de points à atteindre pour être sélectionnable</p>	(14/20)

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 23 avril 2024 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2023 relatif aux aides individuelles dans les secteurs de la production aquacole, de la transformation et du commerce de gros des produits de la pêche et de l'aquaculture.

Namur, le 23 avril 2024.

Le Ministre de l'Agriculture,

W. BORSUS

Annexe n° 3. Grille de sanctions

<u>Constats</u>	<u>Procédures et sanctions</u>
Divergence(s) entre certaines données liées aux dépenses, au bénéficiaire ou aux actions, entre celles constatées sur place et celles enregistrées dans les systèmes de l'administration. Le caractère intentionnel de ces divergences n'est pas avéré et celles-ci n'induisent aucun constat autre plus grave.	Pas de sanction mais demande de corrections des données à l'entité appropriée (bénéficiaire ou administration)
Absence de tenue d'une comptabilité séparée ou de codification comptable ad hoc	Lettre de mise en demeure avec un délai de quarante jours pour se mettre en ordre (si possible pour toutes les dépenses depuis le démarrage de l'action, sinon au moins pour les dépenses de l'année comptable en cours et les futures). Une fois ce délai passé, et en cas de non-conformité, application d'une pénalité de cinq pour cent sur toutes les aides octroyées au bénéficiaire dans le cadre de la ou des opérations concernées.
Non-éligibilité d'une dépense présentée par le bénéficiaire	Retrait de la dépense concernée des dépenses éligibles et le cas échéant, application des procédures de recouvrement et de suivi des débiteurs.
Non-respect des dispositions applicables en matière de mise en concurrence et démonstration du coût raisonnable des dépenses qui bénéficient d'un soutien public.	Retrait des dépenses liées au constat des dépenses éligibles et, le cas échéant, application des procédures de recouvrement et de suivi des débiteurs.
La vente, la mise en location ou la mise à disposition gratuite, sans autorisation préalable accordée par l'administration, ayant pour but ou pour effet de détourner l'investissement de l'objectif fixé dans la demande d'aide	Retrait des dépenses liées au constat des dépenses éligibles et, le cas échéant, application des procédures de recouvrement et de suivi des débiteurs pour la totalité de l'aide liée aux investissements concernée par ce constat.
Le bénéficiaire ne remplit pas ses engagements quant aux données qu'il doit transmettre à l'administration, en ce compris le cas échéant les relevés annuels des indicateurs de résultats prévus dans son plan d'entreprise ou le rapport final de suivi de ce plan, ou les données de sa comptabilité de gestion	Lettre de mise en demeure avec un délai de vingt jours pour se mettre en ordre. Une fois ce délai passé et en cas de non-conformité, recouvrement de toutes les aides déjà liquidées au bénéficiaire dans le cadre de la demande concernée par cet engagement.
Le bénéficiaire n'a pas conservé jusqu'au 31 décembre 2035 les pièces justificatives des dépenses qui font l'objet d'une aide	Mise en demeure avec un délai de vingt jours pour se mettre en ordre. Une fois ce délai passé et en cas de non-conformité, recouvrement des aides déjà liquidées au bénéficiaire et qui portent sur les pièces manquantes.
Le bénéficiaire ne remplit plus les conditions d'admissibilité établies à l'article 11 du règlement (UE) n° 2021/1139 du 7 juillet 2021	Recouvrement de toutes les aides déjà liquidées au bénéficiaire dans le cadre du programme wallon pour le secteur commercial de la pêche 2021-2027. Le recouvrement est accompagné d'une inéligibilité du bénéficiaire, à tout régime d'aide mis en place pour le secteur commercial de la pêche jusqu'à ce qu'il satisfasse à nouveau aux conditions de cet article.
Le bénéficiaire n'autorise pas l'accès au site d'exploitation concerné par la demande afin d'y réaliser les contrôles sur place par l'administration ou toute personne valablement mandatée par cette dernière	Recouvrement de toutes les aides déjà liquidées au bénéficiaire dans le cadre de la demande concernée. Ce recouvrement est accompagné d'une inéligibilité du bénéficiaire, durant trois années à compter de la date du constat, à tout régime d'aide mis en place pour le secteur commercial de la pêche.
Fausse déclaration, à caractère intentionnel, relative : 1° au double subventionnement ; 2° à la présentation de justificatifs ; 3° à la réalisation des investissements ou à leur usage.	Arrêt du financement du projet concerné et demande de recouvrement des aides déjà liquidées dans le cadre du dossier d'aide concerné. Ce recouvrement est accompagné d'une inéligibilité du bénéficiaire, durant cinq années à compter de la date du constat, à tout régime d'aide mis en place pour le secteur commercial de la pêche.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 23 avril 2024 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2023 relatif aux aides individuelles dans les secteurs de la production aquacole, de la transformation et du commerce de gros des produits de la pêche et de l'aquaculture.

Namur, le 23 avril 2024.

Le Ministre de l'Agriculture,
W. BORSUS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2024/008032]

23. APRIL 2024 — Ministerieller Erlass zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2023 über Einzelbeihilfen in den Bereichen Aquakultur-Produktion, Verarbeitung von und Großhandel mit Fischerei- und Aquakulturerzeugnissen

Der Minister für Landwirtschaft beschließt,

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 2021/1139 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 7. Juli 2021 über den Europäischen Meeres-, Fischerei- und Aquakulturfonds und zur Änderung der Verordnung (EU) 2017/1004;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 2021/1060 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 24. Juni 2021 mit gemeinsamen Bestimmungen für den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds Plus, den Kohäsionsfonds, den Fonds für einen gerechten Übergang und den Europäischen Meeres-, Fischerei- und Aquakulturfonds sowie mit Haushaltsvorschriften für diese Fonds und für den Asyl-, Migrations- und Integrationsfonds, den Fonds für die innere Sicherheit und das Instrument für finanzielle Hilfe im Bereich Grenzverwaltung und Visumpolitik;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1380/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 11. Dezember 2013 über die Gemeinsame Fischereipolitik und zur Änderung der Verordnungen (EG) Nr. 1954/2003 und (EG) Nr. 1224/2009 des Rates sowie zur Aufhebung der Verordnungen (EG) Nr. 2371/2002 und (EG) Nr. 639/2004 des Rates und des Beschlusses 2004/585/EG des Rates;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1379/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 11. Dezember 2013 über die gemeinsame Marktorganisation für Erzeugnisse der Fischerei und der Aquakultur, zur Änderung der Verordnungen (EG) Nr. 1184/2006 und (EG) Nr. 1224/2009 des Rates und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 104/2000 des Rates;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.4, D.241, D.242, D.243, D.244, D.244/1, eingefügt durch das Dekret vom 17 Juli 2018, D.245, D.246 und D.247;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Juni 2017 zur Organisation der internen Kontrolle und des internen Audits des Haushalts und der Buchhaltung sowie der Verwaltungs- und Haushaltskontrolle in den Dienststellen der Wallonischen Regierung, den Verwaltungsdiensten mit autonomer Buchführung, den regionalen Unternehmen, den Einrichtungen, dem Vermittlungsdienst der Wallonischen Region und der Wallonischen Kommission für Energie;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2023 über Einzelbeihilfen in den Bereichen Aquakultur-Produktion, Verarbeitung von und Großhandel mit Fischerei- und Aquakulturerzeugnissen, Artikel 3, § 1, Absätze 3 und 4, 6, § 3, 9, Absatz 2, 10, Absatz 2, 11, § 1, 11, § 4, Absatz 3, 14, § 4, 18, Absatz 2, 19, § 1, Absatz 2, 23, 24, Absätze 3 und 4, 26, Absatz 3, 27, Absatz 3, 28, Absatz 2, 32, § 2, Absatz 1, 36, Absatz 3;

Aufgrund der Genehmigung der Auswahlkriterien durch den nationalen Begleitausschuss am 16. März 2023;

Aufgrund der am 22. März 2024 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 19. April 2024 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt

Folgendes:

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2023: Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2023 über Einzelbeihilfen in den Bereichen Aquakultur-Produktion, Verarbeitung von und Großhandel mit Fischerei- und Aquakulturerzeugnissen;

2° Verordnung Nr. 1151/2012 vom 21. November 2012: Verordnung (EU) Nr. 1151/2012 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 21. November 2012 über Qualitätsregelungen für Agrarerzeugnisse und Lebensmittel;

3° Verordnung Nr. 2018/848 vom 30. Mai 2018: Verordnung (EU) 2018/848 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 30. Mai 2018 über die ökologische/biologische Produktion und die Kennzeichnung von ökologischen/biologischen Erzeugnissen sowie zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 834/2007 des Rates;

4° Verordnung (EU) Nr. 2021/1139 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 7. Juli 2021: Verordnung (EU) Nr. 2021/1139 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 7. Juli 2021 über den Europäischen Meeres-, Fischerei- und Aquakulturfonds und zur Änderung der Verordnung (EU) 2017/1004;

5° Verordnung (EU) Nr. 2021/1060 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 24. Juni 2021: Verordnung (EU) Nr. 2021/1060 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 24. Juni 2021 mit gemeinsamen Bestimmungen für den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds Plus, den Kohäsionsfonds, den Fonds für einen gerechten Übergang und den Europäischen Meeres-, Fischerei- und Aquakulturfonds sowie mit Haushaltsvorschriften für diese Fonds und für den Asyl-, Migrations- und Integrationsfonds, den Fonds für die innere Sicherheit und das Instrument für finanzielle Hilfe im Bereich Grenzverwaltung und Visumpolitik.

Art. 2 - In Anwendung von Artikel 3, § 1, Absätze 3 und 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2023 wird in Anhang 1 für jede Beihilfemaßnahme Folgendes festgelegt:

1° der Mindestbetrag der Ausgaben, unterhalb dessen ein Beihilfeantrag nicht zulässig ist;

2° der Höchstbetrag der Beihilfe pro Empfänger für den Zeitraum des wallonischen Programms für den Wirtschaftssektor der Fischerei;

3° Satz der gesamten öffentlichen Beihilfe, der auf die förderfähigen Ausgaben des Empfängers angewandt wird.

Für alle Beihilfen, die durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2023 geregelt werden, besteht die gesamte öffentliche Beihilfe zu vierzig Prozent aus Finanzmitteln, die aus den Haushalten der Wallonischen Region stammen, und zu sechzig Prozent aus dem Fonds, der durch die Verordnung (EU) Nr. 2021/1139 vom 7. Juli 2021 geregelt wird.

Je nach anwendbarer Beihilfemaßnahme richten sich die in Absatz 1 genannten finanziellen Modalitäten nach der Größe des Empfängers und nach den Kriterien, die den Basissatz der Beihilfe erhöhen, ohne jedoch den für die betreffende Beihilfe festgelegten Höchstsatz der Beihilfe zu überschreiten. Um die vorgesehenen Erhöhungen in Anspruch nehmen zu können, legt der Empfänger Dokumente vor, die nachweisen, dass er die verbundenen Bedingungen erfüllt.

Die in dem vorliegenden Erlass erwähnten Beträge verstehen sich in Euro ohne MwSt. sowie ohne jegliche andere Art von Steuern.

Art. 3 - In Anwendung von Artikel 6, § 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2023 wird der Zeitraum der Förderfähigkeit der Ausgaben des Empfängers für einen Vorgang je nach der betreffenden Beihilfemaßnahme von den folgenden Modalitäten festgelegt, ohne jedoch vor oder nach den Daten des gemäß Artikel 63, § 2 der Verordnung Nr. 2021/1060 vom 24. Juni 2021 festgelegten Zeitraums zu liegen.

1° das Datum des Beginns des Zeitraums der Förderfähigkeit der Ausgaben entspricht dem Datum der Zahlung der ersten Ausgabe im Zusammenhang mit dem Vorgang durch den Empfänger, wie diese vom Antragsteller in seinem Beihilfeantrag angegeben wurde, sofern der Antragsteller nachweisen kann, dass er zu diesem Datum die in Artikel 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2023 einhielt. Wenn diese Bedingungen zu einem späteren Datum erfüllt wurden, stellt dieses das Datum des Beginns des Zeitraums der Förderfähigkeit der Ausgaben für den Vorgang dar;

2° der Zeitraum der Förderfähigkeit der Ausgaben endet mit dem Datum des Endes des Vorgangs, wie dieses vom Antragsteller in seinem Beihilfeantrag angegeben wurde sowie spätestens mit 30. Juni 2028.

Art. 4 - In Anwendung von Artikel 6, § 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2023 weist der Empfänger für die in den Abschnitt 1 – was die wissenschaftliche Begleitung eines Aquakultur-Betriebs betrifft – und in Abschnitt 3 bis 5 von Kapitel 3 des genannten Erlasses genannten Beihilfen auf Verlangen der Verwaltung die von ihm vorgenommene Abrechnung eines Betrags an förderfähigen Ausgaben nach, der dreißig Prozent des gemäß Artikel 8, § 2, Absatz 2, 2° desselben Erlasses mitgeteilten Höchstbetrags der Ausgaben innerhalb von achtzehn Monaten nach dem Datum dieser Mitteilung erreicht oder überschreitet.

Die Nichteinhaltung der Verpflichtung gemäß Absatz 1 führt zur Annullierung der für den Antrag gewährten Beihilfe. Die Verwaltung teilt dem Empfänger diese Annullierung mit.

Absatz 2 ist nicht anwendbar, wenn der Antragsteller einen Fall höherer Gewalt gemäß Kapitel 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2023 nachweist.

Art. 5 - § 1. In Anwendung von Artikel 6, § 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2023 erfüllen die Ausgaben auch die Bedingungen, die in den Paragraphen 2 bis 4 festgehalten wurden, um für die Beihilfen zulässig zu sein, die in den Abschnitten 1 und 3 bis 5 von Kapitel 3 des genannten Erlasses angeführt sind.

§ 2. Die für Beihilfen gemäß den Abschnitten 3 bis 5 von Kapitel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2023 förderfähigen Investitionen sind auf Folgendes beschränkt:

1° Errichtung, Erwerb einschließlich Leasing oder Modernisierung von unbeweglichem Vermögen;

2° Kauf oder Mietkauf von Geräten und neuer Ausrüstung bis zum Marktwert der Waren, einschließlich Software, mit Ausnahme von anderen Kosten im Zusammenhang mit Mietkauf-Verträgen, wie der Marge des Kreditgebers, der Refinanzierungskosten der Zinsen, der allgemeinen Kosten und der Versicherungskosten;

3° bis zu zwölf Prozent der förderfähigen Investitionskosten gemäß 1° und 2° für Gemeinkosten im Zusammenhang mit diesen Investitionen, genauer gesagt für Architektenhonorare und Vergütungen von Ingenieuren.

Die Arbeitszeit des Empfängers und seiner Mitarbeiter, die für die Umsetzung einer Investition gemäß Absatz 1, 1° und 2° aufgewendet wird, wenn die Investition dem Schutz des Betriebs vor einer geschützten Art dient, stellt einen Sachbeitrag des Empfängers dar, dessen Kosten eine förderfähige Ausgabe darstellen, wenn alle folgenden Bedingungen erfüllt sind:

1° die Kosten pro Stunde des Empfängers und seiner Mitarbeiter, die sich an diesen Arbeiten beteiligen, werden pauschal auf 25 Euro einschließlich aller Steuern und Abgaben festgesetzt;

2° die vertragliche Bindung als Angestellter oder Selbständiger des Mitarbeiters, der an diesen Arbeiten beteiligt ist, zum Empfänger wird durch beweiskräftige Unterlagen nachgewiesen;

3° mindestens 14 Tage vor der Ausführung der betreffenden Arbeiten setzt der Empfänger folgende Schritte:

a) informiert die Verwaltung schriftlich über den genauen Zeitraum und Ort dieser Arbeiten, über die Art und den Umfang der Arbeiten, über die Identität der daran beteiligten Personen und über die maximale Anzahl der Arbeitsstunden für alle an den Arbeiten beteiligten Personen;

b) übermittelt der Verwaltung per E-Mail eine Kopie der Dokumente, die belegen, dass der in Paragraph 3 genannte Wettbewerbsaufruf für die betreffenden Arbeiten vorab durchgeführt wurde;

c) erhält von der Verwaltung eine schriftliche Bestätigung darüber, dass die Arbeitskosten des Empfängers für die Durchführung der betreffenden Arbeiten zulässig sind.

4° der Empfänger erstellt eine ehrenwörtliche Erklärung, in der er bestätigt, welche Personen an den Arbeiten beteiligt waren, wie viele Arbeitsstunden sie jeweils für diese Arbeiten leisteten und wann die Arbeiten begonnen und beendet wurden;

5° die betreffenden Arbeiten werden während des Zeitraums der Förderfähigkeit der Ausgaben gemäß Artikel 3 durchgeführt.

Um förderfähig zu sein, weisen die Investitionen gemäß Absatz 1 folgende Eigenschaften auf:

1° nützlich für die üblichen Aktivitäten, die mit dem Antrag zusammenhängen, oder für Zusatzaktivitäten, die für diese Aktivitäten nützlich oder erforderlich sind ;

2° betrieblich und sie werden vom Empfänger innerhalb von sechs Monaten ab dem Ankauf oder der Fertigstellung zu beruflichen Zwecken verwendet und die verbundenen Ausgaben werden im Teil mit der Bezeichnung „Anlage“ in der Buchhaltung des Empfängers verzeichnet.

Bezüglich Absatz 3, 1° kann der Direktor der Verwaltung Investitionen ablehnen, die nicht der oben genannten Nutzung entsprechen, ohne dass diese in diesem Artikel ausdrücklich als nicht förderfähige Investitionen angeführt werden. Die Förderfähigkeit der Investitionen für eine Beihilfe aus den Abschnitten 3 bis 5 von Kapitel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2023 hängt von der Überprüfung der Einhaltung der Bedingungen von Artikel 10, § 2 der Verordnung (EU) Nr. 2021/1139 vom 7. Juli 2021 ab.

Die Ausgaben beziehen sich nicht auf gekühlte, einschließlich gefrorene Lagerbestände, die nicht Teil von Anlagen sind, die für die Verarbeitung oder Vermarktung bestimmt sind.

Die Ausgaben betreffen keine Investition, die für den Sektor des Einzelhandels oder des Vertriebs nützlich ist, es sei denn, diese Aktivitäten werden ausgehend von der Aquakulturproduktion des Aquakultur-Betriebs durchgeführt, die von der Beihilfe betroffen ist, welche gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2023 gewährt wird.

Ausgaben für den Ankauf und die Installation von Fotovoltaikmodulen zur Deckung des Energiebedarfs ausschließlich in Verbindung mit den üblichen Tätigkeiten, für die die Beihilfe beantragt wird, gemäß Absatz 3, 1° sind förderfähige Ausgaben, falls alle folgenden Bedingungen erfüllt sind:

1° der Empfänger stellt keinen Antrag bezüglich der Förderung von erneuerbaren Energiequellen und hochwertiger Kraft-Wärme-Kopplung gemäß den Artikeln 37 bis 43 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts und hat auch keinen entsprechenden Antrag gestellt;

2° die von diesen Modulen erzeugte Energie wird in einen Stromkasten geleitet, der ausschließlich die gewerblichen Einrichtungen und Gebäude versorgt, die für die üblichen Tätigkeiten, für die die Beihilfe beantragt wird, nützlich sind;

3° die förderfähigen Ausgaben beschränken sich auf die installierten Fotovoltaikmodulen, deren kumulierte Leistung den üblichen Energieverbrauch im Zusammenhang mit den üblichen Tätigkeiten deckt, für die die Beihilfe beantragt wird. Dieser übliche Verbrauch kann vom Antragsteller vor allem durch frühere Rechnungen über seinen Energieverbrauch nachgewiesen werden.

Die Ausgaben beziehen sich nicht auf:

1° Sollzinsen;

2° die Marke, den Lagerbestand, mit Ausnahme des in Absatz 9, 1° erlaubten Lagerbestands, den Firmenwert, die Kundschaft, das Firmenzeichen, die Abstandszahlung, die Übernahme eines Mietvertrags, den Erwerb von Anleihen;

3° Gebrauchtmaterial oder -mobiliar;

4° überholte Ausrüstungen;

5° für Ausstellungen und Vorführungen benutzte Ausrüstungen oder Mobiliar;

6° Transportmaterial mit einer Nutzlast von dreieinhalb Tonnen oder weniger und Transportmaterial für Personen, es sei denn, dieses Material wird ausschließlich für Tätigkeiten der Aquakultur verwendet und zwar durch die unlösbare Befestigung von Wassertransporttanks für einen wesentlichen Teil der Nutzfläche des Transportmaterials;

7° Grundstücke und Gebäude, die vom Unternehmen, das Empfänger der Beihilfe ist, bei einem seiner Verwalter, Gesellschafter oder einer juristischen Person, die zur selben Gruppe wie das Unternehmen gehört, gekauft werden;

8° Vermietung von Land, Gebäuden und Material, mit Ausnahme von Material, das für die in Absatz 1, 1°, und Absatz 2 zugelassenen Arbeiten nützlich ist, und zwar unter Einhaltung von Artikel 5, § 3, wobei nachgewiesen werden muss, dass die Ausgaben für die Vermietung von Material und Maschinen niedriger sind als die eines Unternehmers;

9° mit Pfand belegte Verpackungen;

10° Ersatzteile;

11° Hausmeisterwohnungen, Wohnhäuser, Mustervillen und -wohnungen und deren Mobiliar;

12° zur Vermietung oder zur Beherbergung von Besuchern vorgesehene Anlagen, Möbel oder Immobilien;

13° Ankauf von bebauten oder unbebauten Grundstücken für einen Betrag, der über dem in Artikel 64, § 1, b) der Verordnung Nr. 2021/1060 vom 24. Juni 2021 festgelegten Betrag liegt;

14° Computerhardware oder Material für Mobiltelefonie mit einem jeweiligen Einzelwert von weniger als 1.000 Euro.

Die Ausgaben für den Rückkauf eines Aquakultur-Betriebs sind für eine Beihilfe gemäß Kapitel 3 Abschnitt 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2023 zulässig, wenn die folgenden Bedingungen erfüllt sind:

1° die Ausgaben beziehen sich auf den Rückkauf von Immobilien, einschließlich Grundstücken, oder von Fischbeständen oder Medikamenten, die zum Zeitpunkt des Rückkaufs im rückgekauften Aquakultur-Betrieb vorhanden sind und die ausschließlich der Aquakulturproduktion gewidmet sind;

2° die Ausgaben für den Rückkauf eines Aquakultur-Betriebs übersteigen nicht den Höchstbetrag der förderfähigen Ausgaben gemäß dem Höchstbetrag der öffentlichen Beihilfe, der in Anhang 1 speziell für einen solchen Rückkauf festgelegt ist;

3° die Ausgaben beziehen sich nicht auf die Übertragung des Eigentums an einem Unternehmen, wie diese in Artikel 13, g) der Verordnung (EU) Nr. 2021/1139 vom 7. Juli 2021 ausgeschlossen ist.

Ausgaben, die sich auf den Rückkauf von Betrieben beziehen, die in anderen Sektoren als der Aquakultur tätig sind, sind nicht förderfähig.

§ 3. Die Förderfähigkeit einer Ausgabe hängt vom Nachweis des Empfängers über die Angemessenheit der Kosten ab. Diese Angemessenheit wird durch einen Wettbewerbsaufruf von mindestens drei Lieferanten oder drei Dienstleistern oder drei Unternehmern gewährleistet, die vor jeder Ausgabe konsultiert werden. Dieser Wettbewerbsaufruf wird durch eine Kopie der Preisanfragen und der durch den Empfänger erhaltenen Preisangebote nachgewiesen. Bei Ausgaben mit einem Einheitsbetrag von weniger als 30.000 Euro kann die einfache Konsultation der Konkurrenz, einschließlich der im Internet veröffentlichten Preise, als Preisanfrage betrachtet werden, falls die Kopie der veröffentlichten Preise vor dem Datum der Zahlung der Ausgabe durch den Empfänger erstellt wurde.

In Erwägung von Artikel 10 und der Art der Ausgaben, die für die Beihilfen in Kapitel 3 Abschnitt 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2023 förderfähig sind, was die Beihilfe für eine wissenschaftliche Begleitung betrifft, sowie in Erwägung der Spezialisierung und der begrenzten Anzahl wissenschaftlicher Einrichtungen, die Aquakultur-Betrieben eine kompetente Begleitung bieten können, gilt Absatz 1 nicht für die Wahl der wissenschaftlichen Einrichtung im Rahmen der genannten Beihilfen.

§ 4. Für die in den Abschnitten 3 bis 5 von Kapitel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2023 genannten Beihilfen erreichen alle förderfähigen Ausgaben fünfzig Prozent oder mehr des Ausgabenbetrags, der im Rahmen der Mitteilung der gemäß Artikel 8, § 2 des genannten Erlasses gewährten Beihilfe einbehalten wurde. Die Nichteinhaltung dieser Verpflichtung führt zur Ablehnung des Antrags des Empfängers auf Auszahlung der Beihilfe und zur Annullierung der gemäß dem obengenannten Artikel gewährten Beihilfe, es sei denn, der Antragsteller belegt, dass einer der in Kapitel 5 des genannten Erlasses genannten Fälle höherer Gewalt vorliegt.

Art. 6 - § 1. In Anwendung von Artikel 10, Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2023 sind die Kriterien für die Auswahl der Beihilfeanträge in Anhang Nr. 2 festgelegt.

Die Verwaltung bewertet die Beihilfeanträge anhand der in Absatz 1 genannten Auswahlkriterien. Sie kann eine zusätzliche Bewertung durch eine von ihr benannte Verwaltungsstelle oder einen von ihr benannten unabhängigen Gutachter anfordern. Um zulässig zu sein, enthält diese zusätzliche Bewertung eine ehrenwörtliche Erklärung des Bewerbers, welche bescheinigt, dass er sich in Bezug auf den bewerteten Beihilfeantrag in keinem Interessenkonflikt befindet. Die bewerteten Beihilfeanträge sind diejenigen, die Gegenstand einer Mitteilung über ihre Zulässigkeit gemäß Artikel 7, § 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2023 waren und die seit dem Abschluss des vorhergehenden Bewertungsjahres bis zum Abschlussdatum des laufenden Bewertungsjahres erhalten wurden. Letzteres Datum wird vom Direktor der Verwaltung festgelegt und ist Gegenstand einer ausreichenden Veröffentlichung, genauer gesagt über die Website der Wallonischen Region für die Landwirtschaft, und zwar mindestens einen Monat vor seinem Eintreten.

§ 2. Um ausgewählt zu werden, erhält der Beihilfeantrag die Mindestpunktzahl für die Auswahl oder mehr für alle Kriterien, für die eine Mindestpunktzahl für die Auswahl gemäß Paragraph 1 festgelegt ist.

Die Gewährung der öffentlichen Beihilfe für die nach Paragraph 1 ausgewählten Anträge erfolgt in absteigender Reihenfolge unter Berücksichtigung der von den Beihilfeanträgen bezüglich der Auswahlkriterien erhaltenen Punktzahlen. Zwischen den Beihilfeanträgen, die die gleiche Punktzahl erhalten haben, folgt die Reihenfolge chronologisch dem Datum der Mitteilung der Zulässigkeit des Antrags gemäß Artikel 7, § 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2023.

Die Unterstützung wird für die Anträge gemäß der nach Absatz 2 festgelegten Reihenfolge bis zur Höhe der verfügbaren Haushaltsmittel gewährt. In dem in Artikel 9, Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2023 genannten Fall werden die Anträge, die nicht Gegenstand der Gewährung einer Beihilfe sein konnten, offen gehalten bis wieder Haushaltsmittel zur Verfügung stehen.

Art. 7 - § 1. In Anwendung von Artikel 11, § 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2023 werden die Daten des Beginns und des Endes des zulässigen Zeitraums, in dem der Empfänger die Zahlung der Beihilfe fordern kann, folgendermaßen festgelegt:

1° das Datum des Beginns dieses Zeitraums ist identisch mit dem des Zeitraums der Zulässigkeit der Ausgaben, der gemäß Artikel 3 festgelegt wurde;

2° das Datum des Endes dieses Zeitraums entspricht dem Datum des neunzigsten Tages nach dem Datum des Endes des gemäß Artikel 3 festgelegten Zeitraums der Förderfähigkeit der Ausgaben oder, falls dieses vorher liegt, nach dem Datum der Zahlung der letzten Ausgabe, die Gegenstand einer Beihilfe gemäß der Mitteilung laut Artikel 8, § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung sein kann, durch den Empfänger.

§ 2. In Einhaltung des in Paragraph 1 festgelegten Zeitraums werden die Tranchen der Beanspruchung und der Zahlung der Beihilfen folgendermaßen festgelegt:

1° für die in Abschnitt 1 von Kapitel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2023 angeführten Beihilfen werden Anträge auf Zahlung vom Empfänger eingereicht, um die in jedem abgelaufenen Halbjahr festgestellten Ausgaben zu erklären und die entsprechende öffentliche Beihilfe zu beanspruchen;

2° für die Beihilfen gemäß den Abschnitten 3 bis 5 von Kapitel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2023 wird die Beihilfe in zwei Tranchen ausgezahlt:

a) die erste Tranche kann vom Empfänger angefordert werden, wenn er mindestens fünfzig Prozent der von seinem Beihilfeantrag betroffenen Ausgaben bezahlt hat;

b) die zweite Tranche kann angefordert werden, wenn alle Investitionen umgesetzt wurden und wenn alle verbundenen Ausgaben vom Empfänger bezahlt wurden.

Die Anträge auf Zahlung der Beihilfe in Verbindung mit den Tranchen gemäß Absatz 1 sind zulässig, wenn die Verwaltung Folgendes erhält:

1° eine Liste der betroffenen Rechnungen und Ausgaben nach dem Format, das vom Direktor der Verwaltung gefordert wird;

2° eine Kopie der Nachweise in Verbindung mit allen vom Empfänger im Rahmen des Beihilfeantrags erklärten Ausgaben, einschließlich der Unterlagen, die die Einhaltung von Artikel 5, § 3 nachweisen.

Art. 8 - § 1. In Anwendung von Artikel 18, Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2023 legt die Vereinbarung zur Zusammenarbeit zwischen dem Empfänger und einer wissenschaftlichen Einheit oder der Beihilfeantrag für ein unabhängiges Gutachten Folgendes fest:

1° Ziel der wissenschaftlichen Begleitung oder des unabhängigen Gutachtens und die vom Antragsteller beabsichtigten Ziele;

2° eine nicht vollständige Liste der gesammelten Daten sowie einen Entwurf des Protokolls, das für die Sammlung dieser Daten befolgt wird;

3° Zeitplan der Etappen dieser Begleitung oder dieses Gutachtens;

4° Mindestqualifikationen der verschiedenen Personen, die mit der wissenschaftlichen Begleitung oder mit dem Gutachten beauftragt sind sowie deren jeweilige Arbeitszeit, ausgedrückt in Vollzeitäquivalenten für eine wissenschaftliche Begleitung und in Anzahl der Arbeitstage für ein Gutachten;

5° Arbeit der wissenschaftlichen Begleitung, die Praktikanten übertragen wird, sowie vorgeschlagenes Ausmaß ihrer Beteiligung;

6° Beschreibung etwaiger Ausrüstungen und Investitionen, die vom Antragsteller unter Beachtung von Artikel 19 § 2 des obengenannten Erlasses zu erwerben oder zu bauen sind und die Gegenstand der wissenschaftlichen Begleitung oder des Gutachtens sind;

7° Schätzung der Beträge der verschiedenen Kosten der wissenschaftlichen Begleitung oder des Gutachtens unter Einhaltung der Regeln für die Förderfähigkeit, die im obengenannten Erlass und im vorliegenden Erlass festgelegt sind;

8° Annahmen, die die Durchführung der wissenschaftlichen Begleitung unterstützen, sowie etwaige Bedingungen, die der Antragsteller vor der Durchführung der wissenschaftlichen Begleitung oder des Gutachtens erfüllen muss;

9° Art und Mindestinhalt der Berichte oder aller anderen schriftlichen Dokumente, die im Rahmen der wissenschaftlichen Begleitung oder des Gutachtens erwartet werden.

Art. 9 - In Anwendung der Artikel 6, § 3 und 18, Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2023 verfügt der Gutachter über eine nützliche Erfahrung, die mindestens sieben Jahren im wichtigsten Bereich des Gutachtens entspricht.

Die nützliche Erfahrung gemäß Absatz 1 ist im Lebenslauf der Gutachter beschrieben, welcher dem Antrag auf Zahlung der Beihilfe in Verbindung mit dem Gutachten beigefügt ist. Der Empfänger verfügt über die Möglichkeit, die Verwaltung zu konsultieren, um die Einhaltung der in Absatz 1 festgelegten Bedingung zu überprüfen, bevor er das Gutachten in Auftrag gibt. Der Antrag auf Zahlung der Beihilfe in Verbindung mit dem Gutachten kann vom Direktor der Verwaltung abgelehnt werden, wenn die Verwaltung zur Einschätzung gelangt, dass die Erfahrung im Lebenslauf der Gutachter, der dem Antrag auf Zahlung der Beihilfe beigefügt ist, die in Absatz 1 festgelegte Bedingung nicht erfüllt.

Art. 10 - § 1. In Anwendung der Artikel 6, § 3 und 19, § 1, Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2023 sind förderfähige Ausgaben für eine Beihilfe zu einer wissenschaftlichen Begleitung auf folgende Kosten begrenzt:

- 1° Einheitskosten, die die Gehaltskosten der Mitarbeiter abdecken;
- 2° Einheitskosten, die die indirekten Kosten im Zusammenhang mit den Mitarbeitern abdecken;
- 3° Kosten im Zusammenhang mit der Beteiligung von Praktikanten.

Die in Absatz 1, 1° und 2° genannten Mitarbeiter sind ausschließlich Mitarbeiter, dessen Arbeit von der wissenschaftlichen Einrichtung, mit der der Empfänger eine Kooperationsvereinbarung abgeschlossen hat, bezahlt wird, deren Art der Funktion im Beihilfeantrag vorgesehen ist, deren Qualifikationen den Zielen der im Beihilfeantrag vorgesehenen wissenschaftlichen Begleitung entsprechen und die die vorgesehene wissenschaftliche Begleitung konkret durchführen. Mitarbeiter mit einer Funktion im Bereich der Buchhaltung, Verwaltung, Leitung oder Überwachung sind ausgeschlossen.

Die in Absatz 1, 1° und 2° genannten Mitarbeiter werden durch Kopien von Vertragsdokumenten und Auftragschreiben belegt, die die Zuweisung der Mitarbeiter nachweisen sowie deren Aufgaben und den Prozentsatz ihrer Arbeitszeit, der für die wissenschaftliche Begleitung des Aquakultur-Betriebs aufgewendet wird, angeben.

Eine Person, die als Selbständiger, in einer Management-Gesellschaft oder auf der Grundlage einer Börsenvereinbarung arbeitet, zählt nicht zu den in Absatz 1, 1° und 2° genannten Mitarbeitern.

§ 2. Die Einheitskosten für die in Paragraph 1, Absatz 1, 1° genannten Gehaltskosten umfassen die gesamten von der wissenschaftlichen Einrichtung getragenen Gehaltskosten. Diese Kosten werden ausschließlich auf Basis einer vereinfachten Berechnungsmethode festgelegt, bei der für jede Person der Mitarbeiterschaft, die die Voraussetzungen nach Paragraph 1 erfüllt, ein Stundensatz ermittelt wird, der sich durch Multiplikation des Betrags ihres monatlichen Bruttogehalts mit zwölf Tausendstel errechnet. Die Höhe des monatlichen Bruttogehalts wird durch eine Kopie der Gehaltsabrechnung für den betreffenden Monat belegt. Die in Paragraph 1, Absatz 1, 1° und 2° genannten Mitarbeiter haben die gleichen Gehaltsbedingungen wie die, die die wissenschaftliche Einrichtung üblicherweise für Mitarbeiter mit gleicher Verantwortung, Qualifikation und Dienstalter anwendet.

Lediglich die für die wissenschaftliche Begleitung des Aquakultur-Betriebs geleisteten Arbeitsstunden werden auf die Kosten gemäß Paragraph 1, Absatz 1, 1° und 2° angerechnet. Die Personalkosten, die als Gehaltskosten gemäß Paragraph 1, Absatz 1, 1° zu melden sind, sind die Anzahl der von jeder Person geleisteten Arbeitsstunden, multipliziert mit ihren Kosten pro Stunde, die nach der in Absatz 1 festgelegten Methode berechnet werden. Das Volumen der Jahresleistung für ein Vollzeitäquivalent ist auf 1720 Stunden begrenzt. Die wissenschaftliche Einrichtung richtet ein System zur stündlichen Erfassung und Kontrolle der Arbeitszeit jeder Person ein, deren Belastungen in den Kosten gemäß Paragraph 1, Absatz 1, 1° angegeben werden. Eine Aufstellung der Arbeitsstunden wird monatlich erstellt. Deren Korrektheit wird durch die Unterschrift des betreffenden Mitarbeiters und seines Vorgesetzten bestätigt.

Falls Beschäftigungsbeihilfen, Befreiungen von Sozialversicherungsbeiträgen oder Ermäßigungen der Arbeitgeberbeiträge für Personen ermöglicht werden, deren Belastungen auf die wissenschaftliche Begleitung des Aquakultur-Betriebs entfallen, sind diese Beihilfen und Ermäßigungen von den in Absatz 2 genannten Kosten im Verhältnis zur Arbeitszeit der betreffenden Personen, die für die Begleitung des Aquakultur-Betriebs aufgewendet wird, abzuziehen.

Der Empfänger übermittelt der Verwaltung eine Kopie aller Unterlagen, die die Einhaltung der in diesem Artikel angeführten Bedingungen und Modalitäten belegen.

§ 3. Die in Paragraph 1, Absatz 1, 2° angeführten Einheitskosten decken die gesamten indirekten Kosten im Zusammenhang mit den Mitarbeitern der wissenschaftlichen Einrichtung ab, die an der wissenschaftlichen Begleitung des Aquakultur-Betriebs arbeiten.

In Anwendung von Artikel 54 der Verordnung (EU) Nr. 2021/1060 vom 24. Juni 2021 werden die in Absatz 1 angeführten Kosten auf Grundlage eines Pauschalsatzes von 15 % festgelegt, der auf die in Paragraph 1, Absatz 1° genannten förderfähigen Gehaltskosten für Mitarbeiter angewandt wird.

§ 4. Die Kosten, die durch die Teilnahme von Praktikanten an der wissenschaftlichen Begleitung des Aquakultur-Betriebs entstehen und die direkt von den Praktikanten oder von der wissenschaftlichen Einrichtung getragen werden, sind förderfähige Ausgaben und stellen die in Paragraph 1, Absatz 1, 3° genannten Kosten dar. Die wissenschaftliche Einrichtung setzt alle rechtlich möglichen Maßnahmen, um die mit der Beteiligung der Praktikanten verbundenen Kosten direkt zu übernehmen. Hierzu zählen etwa die Kosten für ihren Transport zum begleiteten Aquakultur-Betrieb, Versicherungskosten oder mögliche Pauschalen für den Lebensunterhalt während ihres Praktikums. Wenn die wissenschaftliche Einrichtung keine internen Finanzregelungen für die Übernahme der Kosten von Praktikanten aufgestellt hat, wird die Anwendung der gesetzlichen Möglichkeiten für ehrenamtliche Tätigkeiten voll ausgeschöpft.

Um für eine Beihilfe zulässig zu sein, müssen die in Absatz 1 genannten Kosten zu Selbstkostenpreisen ohne Gewinnspanne angegeben und durch Belege nachgewiesen werden, aus denen die bezahlten Kosten sowie das Datum der Zahlung hervorgehen.

Art. 11 - In Anwendung von Artikel 24, Absatz 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2023 ist ein Antrag auf Beihilfe für Schutzmittel zulässig, wenn er sich auf eine der folgenden Arten bezieht:

- 1° Fischadler *Pandion haliaetus*;
- 2° Europäischer Biber, *Castor fiber*;
- 3° Kormoran, *Phalacrocorax carbo*;
- 4° Silberreiher, *Ardea alba*;
- 5° Graureiher, *Ardea cinerea*;

6° Fischotter, *Lutra*;

7° Eisvogel, *Alcedo atthis*.

Nach positiver Stellungnahme der Verwaltung können andere als die in Absatz 1 genannten Arten zugelassen werden.

Art. 12 - In Anwendung von Artikel 28, Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2023 wird eine Kontrolle der Einhaltung der durch das Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung festgelegten Bestimmungen für die Niederlassungseinheit durchgeführt, welche eine Beihilfe gemäß Abschnitt 3 bis 5 von Kapitel 3 des obengenannten Erlasses erhält, wenn eine Investition, die diese Beihilfe erhält, eine Genehmigung gemäß dem obengenannten Dekret erfordert.

Art. 13 - In Anwendung von Artikel 32, § 2, Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2023 wird die Tabelle der Sanktionen in Anhang Nr. 3 festgelegt.

Art. 14 - Der vorliegende Erlass wird am Tag seiner Unterzeichnung durch den Minister wirksam.

Namur, am 23. April 2024.

W. BORSUS

Anhang Nr. 1. Höhe der Beihilfen

Für die Beihilfe gemäß Abschnitt 1 von Kapitel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2023, mit dem die wissenschaftliche Begleitung von Aquakultur-Betrieben unterstützt wird, gelten die folgenden Modalitäten für den Vorgang:

1° Mindestbetrag der für den Vorgang vorgesehenen Ausgaben	10,0 €
2° Höchstbetrag der Gesamtbeihilfen je Empfänger für die Dauer des Programms	100,0 €
3° Basissatz der gesamten öffentlichen Beihilfe, der auf die förderfähigen Ausgaben angewandt wird	40
4° Kumulierbare Fälle, in welchen der Basissatz für die gesamte öffentliche Beihilfe erhöht werden kann:	
a) Verpflichtung des Empfängers, die Aufnahme von Praktikanten für einen Zeitraum von zwei oder mehr Jahren zu ermöglichen und zu erleichtern	+15 %
b) der Antragsteller ist ein Neueinsteiger im Aquakultursektor	+ 15 %
c) die Überwachung bezieht sich auf die Installation einer neuen Technologie oder Art, die die Abhängigkeit des Betriebs von externen Faktoren im Vergleich zu den bestehenden stark verringert oder seine Resilienz gegenüber dem Klimawandel erhöht	+15 %
d) die Überwachung bezieht sich auf die Umstellung des Betriebs auf eine Verwertung seiner Produktion mehrheitlich auf Lebensmittelmärkten	+10 %
e) die Überwachung betrifft ein Thema von kollektivem Interesse für den Aquakultursektor und der Empfänger verpflichtet sich, die Verbreitung der Ergebnisse zu genehmigen	+10 %
5° Höchstsatz der gesamten öffentlichen Beihilfe, wenn das Vorhaben nicht als innovativ in Bezug auf das Produkt, den Prozess oder die Technologie gilt oder Kriterium 4°, e) nicht erfüllt.	60
6° Höchstsatz der gesamten öffentlichen Beihilfe, wenn das Vorhaben als innovativ eingestuft wird und Kriterium 4°, e) erfüllt	70
7° Höchstsatz der gesamten öffentlichen Beihilfe, wenn es sich bei dem Empfänger nicht um ein KMU handelt	50 %

Für die Beihilfe gemäß Abschnitt 1 von Kapitel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2023, mit dem Gutachten bei Aquakultur-Betrieben unterstützt werden, gelten die folgenden Modalitäten für den Vorgang:

1° Mindestbetrag der für den Vorgang vorgesehenen Ausgaben	1,0
2° Höchstbetrag der Gesamtbeihilfen je Empfänger für die Dauer des Programms	50,0
3° Basissatz der gesamten öffentlichen Beihilfe für Mikrounternehmen und KMU, der auf die förderfähigen Ausgaben angewandt wird	40

4° Basissatz der gesamten öffentlichen Beihilfe für Unternehmen, die die Definition von KMU nicht erfüllen, der auf die förderfähigen Ausgaben angewandt wird	30
5° Kumulierbare Fälle, in welchen der Basissatz für die gesamte öffentliche Beihilfe erhöht werden kann:	
a) der Antragsteller ist ein Neueinsteiger im Aquakultursektor	+10 %
b) das Gutachten bezieht sich auf Mittel zum Schutz des Aquakultur-Betriebs vor geschützten Arten	+10 %
c) das Gutachten bezieht sich auf die Installation einer neuen Technologie oder Art, die die Abhängigkeit des Betriebs von externen Faktoren im Vergleich zu den bestehenden stark verringert oder seine Resilienz gegenüber dem Klimawandel erhöht	+10 %
d) das Gutachten bezieht sich auf die Umstellung des Betriebs auf eine Verwertung seiner Produktion mehrheitlich auf Lebensmittelmärkten	+10 %
e) das Gutachten betrifft ein Thema von kollektivem Interesse für den Aquakultursektor und der Empfänger verpflichtet sich, die Verbreitung der Ergebnisse zu genehmigen	+10 %
6° Höchstsatz der gesamten öffentlichen Beihilfe für Mikrounternehmen und KMU	50
7° Höchstsatz der gesamten öffentlichen Beihilfe für Unternehmen, die die Definition von KMU nicht erfüllen	40 %

Für die Beihilfe gemäß Abschnitt 3 von Kapitel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2023, mit dem die Investitionen in der Aquakultur unterstützt werden, gelten die folgenden Modalitäten für den Vorgang:

1° Mindestbetrag der für den Vorgang vorgesehenen förderfähigen Ausgaben	10,0
2° Höchstbetrag der Gesamtbeihilfen je Empfänger für die Dauer des Programms	1.000,0€
3° Höchstbetrag der Gesamtbeihilfen je Empfänger für die Dauer des Programms für den Empfänger, der einen neuen Aquakultur-Betrieb auf wallonischem Gebiet einrichtet, wobei für keines der unbeweglichen oder beweglichen Güter dieses neuen Betriebs zuvor eine Beihilfe der Wallonischen Regierung gewährt wurde	1.500,0 €
4° Basissatz der gesamten öffentlichen Beihilfe für Genossenschaften, deren Mitglieder alle die Definition von Mikrounternehmen oder KMU erfüllen, der auf die förderfähigen Ausgaben angewandt wird	30
5° Basissatz der gesamten öffentlichen Beihilfe für Mikrounternehmen und KMU, der auf die förderfähigen Ausgaben angewandt wird	25
6° Basissatz der gesamten öffentlichen Beihilfe für Unternehmen, die die Definition von KMU nicht erfüllen, der auf die förderfähigen Ausgaben angewandt wird	10
7° Kumulierbare Fälle, in welchen der Basissatz für die gesamte öffentliche Beihilfe erhöht werden kann:	
a) der Antragsteller ist ein Neueinsteiger im Aquakultursektor	+10 %
b) Verpflichtung des Empfängers, die Aufnahme von Praktikanten für einen Zeitraum von zwei oder mehr Jahren zu ermöglichen und zu erleichtern	+5 %
c) 50 % oder mehr des Umsatzes aus der Aquakulturproduktion des Antragstellers stammt aus dem Verkauf auf Lebensmittelmärkten	+5 %
d) 30 % oder mehr des Umsatzes aus der Aquakulturproduktion des Antragstellers stammt aus dem Verkauf auf Lebensmittelmärkten von Arten, die gemäß Paragraph 5 an der Diversifizierung beteiligt sind.	+10 %

e) 30 % oder mehr des Umsatzes aus der Aquakulturproduktion des Antragstellers stammt aus dem Verkauf auf Lebensmittelmärkten von Produkten, die gemäß den Verordnungen Nr. 1151/2012 vom 21. November 2012 oder Nr. 2018/848 vom 30. Mai 2018 zertifiziert sind	+10 %
f) 50 % oder mehr der förderfähigen Ausgaben des Vorgangs beziehen sich auf die Installation eines Systems zur Behandlung und Rückführung von Wasser, welches im Vergleich zum bestehenden System den Anteil der Rückführung von Wasser um 30 % oder mehr erhöht	+15 %
g) 50 % oder mehr der förderfähigen Ausgaben des Vorgangs beziehen sich auf Investitionen, welche im Vergleich zu vorhandenen Anlagen zu einer erheblichen Verringerung der Auswirkungen auf die Umwelt des Betriebs führen	+10 %
h) 50 % oder mehr der förderfähigen Ausgaben des Vorgangs beziehen sich auf Investitionen für die Verarbeitung, die Verwertung oder den Handel mit der Aquakulturproduktion des Antragstellers, sofern 50 % oder mehr des Umsatzes im Zusammenhang mit dieser Produktion von Tieren stammt, die mindestens 2/3 ihres Lebens in wallonischen Gewässern verbracht haben	+10 %
8° Höchstsatz der gesamten öffentlichen Beihilfe für Genossenschaften, deren Mitglieder alle die Definition von Mikrounternehmen oder KMU erfüllen	45
9° Höchstsatz der gesamten öffentlichen Beihilfe für Mikrounternehmen oder KMU	40
10° Höchstsatz der gesamten öffentlichen Beihilfe für Unternehmen, die die Definition von KMU nicht erfüllen	25 %

In Abweichung von Absatz 3, 7° bis 10° ist der Satz der gesamten öffentlichen Beihilfe, die für die in Artikel 26, Absatz 2, des Erlasses der Wallonischen Regierung vom Aquakulturen über die Diversifizierung der Einkommensquellen genannten Investitionen gewährt wird, fest und entspricht den in Absatz 3, 4° bis 6°, festgelegten Basissätzen.

In Abweichung von Absatz 3, 7° bis 10° ist der Satz der gesamten öffentlichen Beihilfe, die für die in Artikel 5, § 2, Absatz 9 des Ministeriellen Erlasses vom 20. Juli 2023 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung über Einzelbeihilfen in den Bereichen Aquakultur-Produktion, Verarbeitung von und Großhandel mit Fischerei- und Aquakulturerzeugnissen über die Ausgaben für den Rückkauf eines Aquakultur-Betriebs genannten Investitionen gewährt wird, fest und entspricht den in Absatz 3, 4° bis 6°, festgelegten Basissätzen. Zusätzlich zu dem in Absatz 3, 2° bis 3° festgelegten Höchstbetrag der Beihilfen pro Empfänger darf die öffentliche Beihilfe für solche Ausgaben für einen Rückkauf einen Betrag von 250.000 € nicht überschreiten.

In Abweichung von Absatz 3, 7° bis 10°, wird der Satz der gesamten öffentlichen Beihilfe, die für die in Artikel 26, Absatz 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2023 über den Schutz des Betriebs vor einer geschützten Art genannten Investitionen gewährt wird, auf 50 Prozent festgesetzt.

In Abweichung von Absatz 3, 1° wird der Mindestbetrag der vorgesehenen förderfähigen Ausgaben für den Vorgang auf 5.000 Euro festgelegt für einen Antrag, der das in Absatz 3, 7°, f) genannte Kriterium erfüllt, und für einen Antrag, bei dem mehr als die Hälfte der angekündigten Ausgaben Mittel zum Schutz vor einer geschützten Art betreffen.

In Abweichung von Absatz 3, 1° wird der Mindestbetrag der für den Vorgang vorgesehenen förderfähigen Ausgaben auf 5.000 Euro für Ausgaben festgelegt, die den Ankauf und die Installation von Fotovoltaikmodulen unter den in Artikel 5 § 2 festgelegten Bedingungen zum Ziel haben.

Unter Berücksichtigung ihrer wirtschaftlichen Aussichten sowie der geringeren Risiken für die Umwelt, welche ihre Zucht oder ihre Resilienz gegenüber dem Klimawandel zur Folge haben, sind jene Arten, die auf lange Sicht zur Diversifizierung der Aquakultur-Produkte auf dem Gebiet der Wallonischen Region beitragen, Folgende:

- 1° Europäische Äsche (*Thymallus thymallus*);
- 2° Quappe (*Lota lota*);
- 3° Zander (*Sander lucioperca*);
- 4° Flussbarsch (*Perca fluviatilis*);
- 5° Atlantischer Lachs (*Salmo salar*);
- 6° sämtliche Arten, die zur Ordnung der Decapoda zählen;
- 7° alle Arten von Algen und Mikroalgen;
- 8° alle Arten der Familie der Acipenseridae.

Nach positiver Stellungnahme der Verwaltung können andere als die in Absatz 8 genannten Arten zugelassen werden.

Für die Beihilfe gemäß Abschnitt 4 von Kapitel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2023, mit dem die Investitionen in die Verarbeitung von Produkten aus der Fischerei und aus der Aquakultur unterstützt werden, gelten die folgenden Modalitäten für den Vorgang:

1° Mindestbetrag der für den Vorgang vorgesehenen Ausgaben	10,00
2° Höchstbetrag der Gesamtbeihilfen je Empfänger für die Dauer des Programms	250,0

3° Basissatz der gesamten öffentlichen Beihilfe, der auf die förderfähigen Ausgaben angewandt wird	15
4° Kumulierbare Fälle, in welchen der Basissatz für die gesamte öffentliche Beihilfe erhöht werden kann:	
a) der Antragsteller ist ein Neueinsteiger im Sektor Verarbeitung für sein erstes KMU, welches im Verlauf der 4 Jahre vor dem Datum des Erhalts des Beihilfeantrags eingerichtet wurde	+10 %
b) der Antragsteller erhöht die Beschäftigung in seinem Unternehmen für 20 % oder mehr der Vollzeitäquivalente, die es zwischen der Einreichung des Beihilfeantrags und dem Ende der Umsetzung der geförderten Investitionen aufweist	+10 %
c) 10 % oder mehr des Umsatzes des Empfängers bezieht sich auf Aquakultur-Produkte, die während mindestens 2/3 ihres Lebens in einem Umkreis von 150 km um die Verarbeitungseinheit, die eine Beihilfe erhält, aufgezogen wurden	+10 %
d) 10 % oder mehr des Umsatzes des Empfängers stammt aus Produkten, die gemäß den Verordnungen Nr. 1151/2012 vom 21. November 2012 oder Nr. 2018/848 vom 30. Mai 2018 zertifiziert sind	+ 5 %
e) 10 % oder mehr des Umsatzes des Empfängers stammt aus unerwünschten Produkten aus der Fischerei oder von wenig vermarkteten Arten	+ 5 %
5° Höchstsatz der gesamten öffentlichen Beihilfe	25 %

Für die Beihilfe gemäß Abschnitt 5 von Kapitel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2023, mit dem die Investitionen in den Großhandel mit Produkten aus der Fischerei und aus der Aquakultur unterstützt werden, gelten die folgenden Modalitäten für den Vorgang:

1° Mindestbetrag der für den Vorgang vorgesehenen Ausgaben	10,0
2° Höchstbetrag der Gesamtbeihilfen je Empfänger für die Dauer des Programms	250,0
3° Basissatz der gesamten öffentlichen Beihilfe, der auf die förderfähigen Ausgaben angewandt wird	10
4° Kumulierbare Fälle, in welchen der Basissatz für die gesamte öffentliche Beihilfe erhöht werden kann:	
a) der Antragsteller ist ein Neueinsteiger im Sektor Großhandel für sein erstes KMU, welches im Verlauf der 4 Jahre vor dem Datum des Erhalts des Beihilfeantrags eingerichtet wurde	+5 %
b) der Antragsteller erhöht die Beschäftigung in seinem Unternehmen für 20 % oder mehr der Vollzeitäquivalente, die es zwischen der Einreichung des Beihilfeantrags und dem Ende der Umsetzung der geförderten Investitionen aufweist	+5 %
c) 10 % oder mehr des Umsatzes des Empfängers bezieht sich auf Aquakultur-Produkte, die während mindestens 2/3 ihres Lebens in einem Umkreis von 150 km um die Verarbeitungseinheit, die eine Beihilfe erhält, aufgezogen wurden	+5 %
d) 10 % oder mehr des Umsatzes des Empfängers stammt aus Produkten, die gemäß den Verordnungen Nr. 1151/2012 vom 21. November 2012 oder Nr. 2018/848 vom 30. Mai 2018 zertifiziert sind	+ 5 %
e) 10 % oder mehr des Umsatzes des Empfängers stammt aus unerwünschten Produkten aus der Fischerei oder von wenig vermarkteten Arten	+ 5 %
5° Höchstsatz der gesamten öffentlichen Beihilfe	15 %

Gesehen, um dem Ministeriellen Erlass vom 23. April 2024 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2023 über Einzelbeihilfen in den Bereichen Aquakultur-Produktion, Verarbeitung von und Großhandel mit Fischerei- und Aquakulturerzeugnissen beigelegt zu werden.

Namur, am 23. April 2024

Der Minister für Landwirtschaft beschließt
W. BORSUS

Anhang Nr. 2. Bewertungskriterien für Beihilfeanträge

Für die Beihilfe gemäß Abschnitt 1 von Kapitel 3 Expertise des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2023, mit dem die wissenschaftliche Begleitung oder Gutachten für Aquakultur-Betriebe unterstützt werden, werden die folgenden Kriterien bewertet:

Maßnahmen – Kriterien	Gewichtung des Kriteriums
* Relevanz des Vorgangs bezüglich des Strategieplans für Aquakultur in der Wallonie und Relevanz der Nachweise des Empfängers bezüglich der Antworten, die der Vorgang für seine Anforderungen bringt. Die Schaffung eines oder mehrerer Posten für Praktika im Unternehmen wirkt sich günstig auf die Bewertung der Relevanz aus.	/ 6
* Kompetenzen und Erfahrung der wissenschaftlichen Einheit und des Gutachters für die Durchführung des Vorgangs.	/ 4
* Effizienz des Vorgangs: Die Angemessenheit der Kosten, bezogen auf die Größe des Betriebs, wird berücksichtigt. Auch das Kosten-Nutzen-Verhältnis des Vorgangs bezüglich der Ergebnisindikatoren des wallonischen Programms für den Wirtschaftssektor der Fischerei wird berücksichtigt.	/ 3
* Vorgesehene Ergebnisse: Besonderes Augenmerk wird auf die ausführliche Beschreibung der Ergebnisse und Resultate des Vorgangs gelegt, damit diese einen direkten , praktischen und wirtschaftlichen Nutzen für den Empfänger haben.	/ 4
* Schnelligkeit der Umsetzung: Höchste Punktzahl für Vorgänge, die unmittelbar nach ihrer bestätigten Auswahl beginnen können, keine vorherigen Genehmigungen/Erlaubnisse erfordern oder diese bereits erhalten haben. Sofern erforderlich, trägt der Besitz eines fertigen Lastenhefts positiv zur Bewertung dieses Kriteriums bei.	/ 3
Mindestpunktzahl, die erreicht werden muss, um ausgewählt werden zu können	(14/20)

Für die Beihilfe gemäß Abschnitt 2 von Kapitel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2023, mit dem die Ausbildung unterstützt wird, die vor allem zum Beruf des Fischzüchters führt, wird folgendes Kriterium angewandt:

Kriterien	Gewichtung des Kriteriums (Pkte)
Chronologische Reihenfolge der vollständigen und zulässigen Beihilfeanträge, welche die Verwaltung erhalten hat.	entfällt

Für die Beihilfe gemäß Abschnitt 3 von Kapitel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2023, mit dem die Investitionen in die Aquakultur unterstützt werden, werden folgende Kriterien bewertet:

Maßnahmen – Kriterien	Gewichtung des Kriteriums
-----------------------	---------------------------

<p>* Relevanz der Investitionen bezüglich des Strategieplans für Aquakultur in der Wallonie, einschließlich deren Komplexität und der betroffenen Absatzmärkte sowie bezüglich der Ergebnisindikatoren des Ziels 2.1 des wallonischen Programms für den Wirtschaftssektor der Fischerei. / 6</p> <p>Die Schaffung eines oder mehrerer Posten für Praktika im Unternehmen wirkt sich günstig auf die Bewertung der Relevanz aus. / 1</p> <p>In Erwägung der bereits bestehenden Normen und rechtlichen Verpflichtungen in den Bereichen Umwelt, Arbeitsbedingungen und Tierwohl wirkt sich der Nachweis des Antragstellers darüber, dass die betreffenden Investitionen über diese Normen und Verpflichtungen hinausgehen, positiv auf die Relevanz aus. /1,5</p> <p>Dies gilt auch für Investitionen in Mittel für den Schutz vor geschützten Arten und Investitionen, die zur Reduktion von Treibhausgasemissionen oder zur Anpassung an den Klimawandel beitragen. /1,5</p>	/ 10
<p>* Kosten/Nutzen des Vorgangs, insbesondere bezüglich der Ergebnisindikatoren des wallonischen Programms für den Wirtschaftssektor der Fischerei. Die Angemessenheit der Kosten im Verhältnis zur Größe des Betriebs und der durch den Vorgang bewirkten Wertsteigerung wird ebenfalls berücksichtigt.</p>	/ 7
<p>* Schnelligkeit der Umsetzung: Der Besitz einer Genehmigung für die vorgesehenen Investitionen oder die Art der vorgesehenen Investitionen, die eine schnelle Umsetzung dieser Investitionen ermöglicht, um die Ausgaben für das Dossier zu tätigen, verleiht ein Recht auf die höchste Punktzahl.</p>	/ 3
<p>Mindestpunktzahl, die erreicht werden muss, um ausgewählt werden zu können</p>	(14/20)

Für die Beihilfe gemäß Abschnitt 4 und 5 von Kapitel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2023, mit dem die Investitionen in die Verarbeitung und in den Großhandel mit Produkten aus der Fischerei und aus der Aquakultur unterstützt werden, werden die folgenden Kriterien bewertet:

Kriterien	Gewichtung des Kriteriums (Pkte)
<p>Relevanz des Vorgang bezüglich des spezifischen Ziels 2.2, wie im wallonischen Programm für den für den Wirtschaftssektor der Fischerei beschrieben. Folgende Aspekte tragen in günstiger Weise zur Bewertung der Relevanz bei:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Verringerung des CO₂-Fußabdrucks (Rohstoffe, Transport, Verarbeitungs- und/oder Vermarktungsverfahren), einschließlich weniger energieintensiver Ausrüstungen oder Prozesse oder der Produktion erneuerbarer Energien; - Verbesserung der Arbeitsbedingungen, der Hygiene und der Qualität der Produkte - Beitrag zur Verwertung von Beifängen aus der kommerziellen Fischerei oder von invasiven Arten - Suche nach neuen Märkten und Verbesserung der Vermarktung der wallonischen Aquakulturproduktion 	/ 8
<p>* Auswirkung des Vorgangs auf die Ergebnisindikatoren, die für das Ziel 2.2 des wallonischen Programms für den Wirtschaftssektor der Fischerei und genauer gesagt für die Schaffung von Arbeitsplätzen vorgesehen sind. Eine Schaffung von Arbeitsplätzen von 20 % oder mehr der bestehenden Arbeitsplätze verleiht ein Recht auf die höchste Punktzahl.</p>	/ 4

* Gemeinwohl durch den Vorgang bezüglich der klimatischen oder umweltbezogenen Herausforderungen oder für das Wohl von Arbeitnehmern oder für die Verbesserung der Hygiene im Produktionsverfahrens des Empfängers.	/ 3
* Anbieter, für welchen die lokale Produktion und/oder Produkte , die gemäß der Verordnung Nr. 1151/2012 vom 21. November 2012 oder Nr. 889/2008 vom 5. September 2008 zertifiziert sind, 10 % oder mehr des Umsatzes des Antragstellers ausmachen.	/ 2
* Schnelligkeit der Umsetzung : Der Besitz einer Genehmigung für die vorgesehenen Investitionen oder die Art der vorgesehenen Investitionen, die eine schnelle Umsetzung dieser Investitionen ermöglicht, um die Ausgaben für das Dossier zu tätigen, verleiht ein Recht auf die höchste Punktzahl.	/ 3
Mindestpunktzahl, die erreicht werden muss, um ausgewählt werden zu können	(14/20)

Gesehen, um dem Ministeriellen Erlass vom 23. April 2024 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2023 über Einzelbeihilfen in den Bereichen Aquakultur-Produktion, Verarbeitung von und Großhandel mit Fischerei- und Aquakulturerzeugnissen beigelegt zu werden.
Namur, am 23. April 2024.

Der Minister für Landwirtschaft beschließt
W. BORSUS

Anhang Nr. 3. Tabelle der Sanktionen

Feststellungen	Verfahren und Sanktionen
Diskrepanz(en) zwischen bestimmten Daten über Ausgaben, Empfänger oder Maßnahmen, zwischen denen, die vor Ort festgestellt werden, und denen, die in den Systemen der Verwaltung erfasst werden. Der vorsätzliche Charakter dieser Diskrepanzen ist nicht nachgewiesen und führt nicht zu einer anderen, schwerwiegenderen Feststellung.	Keine Sanktion, sondern Aufforderung zur Korrektur der Daten gegenüber der zuständigen Stelle (Empfänger oder Verwaltung).
Kein Buchführungssystem oder keine geeignete Buchhaltungsordnung	Inverzugsetzung mit einer Frist von 40 Tagen, um Abhilfe zu schaffen (möglichst für alle Ausgaben seit Beginn der Maßnahme, aber zumindest für die Ausgaben des laufenden und der künftigen Geschäftsjahre). Nach Ablauf dieser Frist und bei Nichteinhaltung der Bedingung wird eine Strafe von fünf Prozent auf alle Beihilfen erhoben, die dem Empfänger im Zusammenhang mit der/den betreffenden Maßnahme(n) gewährt werden.
Unzulässigkeit einer vom Empfänger vorgelegten Ausgabe	Ausschluss der betreffenden Ausgabe aus den förderfähigen Ausgaben und gegebenenfalls Anwendung von Verfahren zur Beitreibung und Kontrolle der Schuldner.
Nichteinhaltung der geltenden Bestimmungen über den Wettbewerbsaufruf und Nachweis der angemessenen Kosten der Ausgaben, die öffentliche Unterstützung erhalten.	Ausschluss der Ausgaben im Zusammenhang mit der Festlegung der förderfähigen Ausgaben und gegebenenfalls Anwendung von Verfahren zur Beitreibung und Kontrolle der Schuldner.
Der Verkauf, die Vermietung oder die kostenlose Bereitstellung, ohne vorherige Genehmigung der Verwaltung, mit dem Ziel oder der Wirkung, die Investition von dem im Beihilfeantrag festgelegten Ziel abzubringen.	Ausschluss der Ausgaben im Zusammenhang mit der Festlegung der förderfähigen Ausgaben und gegebenenfalls Anwendung von Verfahren zur Beitreibung und Kontrolle der Schuldner für alle investitionsbezogenen Beihilfen, die von dieser Feststellung betroffen sind.
Der Empfänger kommt seinen Verpflichtungen in Bezug auf die der Verwaltung zu übermittelnden Daten nicht nach, einschließlich gegebenenfalls der in seinem Geschäftsplan vorgesehenen jährlichen Erhebungen von Ergebnisindikatoren oder des Schlussberichts über die Nachprüfung dieses Plans oder der Daten seiner Betriebsbuchhaltung.	Schreiben zur Inverzugsetzung mit einer Frist von 20 Tagen, um Abhilfe zu schaffen. Nach Ablauf dieser Frist und bei Nichteinhaltung der Bedingung, Rückforderung aller Beihilfen, die dem Empfänger im Zusammenhang mit dem von dieser Verpflichtung betroffenen Antrag bereits gezahlt wurden.
Der Empfänger hat die Nachweise über die Ausgaben, die Gegenstand einer Beihilfe sind, nicht bis zum 31. Dezember 2035 aufbewahrt	Inverzugsetzung mit einer Frist von 20 Tagen, um Abhilfe zu schaffen. Nach Ablauf dieser Frist und bei Nichteinhaltung der Bedingung, Rückforderung aller Beihilfen, die dem Empfänger im Zusammenhang mit den fehlenden Unterlagen bereits gezahlt wurden.
Der Empfänger erfüllt nicht mehr die in Art. 11 der Verordnung (EU) Nr. 2021/1139 vom 7. Juli 2021 genannten Bedingungen	Rückforderung aller Beihilfen, die dem Empfänger im Rahmen des wallonischen Programms für den Wirtschaftssektor der Fischerei 2021-2027 bereits ausgezahlt wurden. Die Rückforderung geht damit einher, dass der Empfänger von allen Beihilferegulungen für den Wirtschaftssektor der Fischerei ausgeschlossen wird, bis er die Bedingungen dieses Artikels wieder erfüllt.
Der Empfänger gestattet nicht den Zugang zu dem von dem Antrag betroffenen Betriebsgelände, um Kontrollen vor Ort durch die Verwaltung oder eine von ihr ordnungsgemäß ermächtigte Person durchzuführen.	Rückforderung aller Beihilfen, die dem Empfänger für den betreffenden Antrag bereits gezahlt wurden. Diese Rückforderung geht mit der Tatsache einher, dass der Empfänger drei Jahre lang ab dem Zeitpunkt der Feststellung für keine Beihilferegulierung für den Wirtschaftssektor der Fischerei in Betracht kommt.
Absichtlich falsche Erklärung zu Folgendem: 1° doppelte Subventionierung; 2° Vorlage der Haushaltspläne; 3° Umsetzung von Investitionen oder deren Nutzung.	Einstellung der Finanzierung des betreffenden Projekts und Antrag auf Rückforderung der bereits im Rahmen der betreffenden Beihilfekte ausgezahlten Beihilfe. Diese Rückforderung geht mit der Tatsache einher, dass der Empfänger fünf Jahre lang ab dem Zeitpunkt der Feststellung für keine Beihilferegulierung für den Wirtschaftssektor der Fischerei in Betracht kommt.

Gesehen, um dem Ministeriellen Erlass vom 23. April 2024 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2023 über Einzelbeihilfen in den Bereichen Aquakultur-Produktion, Verarbeitung von und Großhandel mit Fischerei- und Aquakulturerzeugnissen beigefügt zu werden.

Namur, am 23. April 2024

Der Minister für Landwirtschaft beschließt

W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2024/008032]

23 APRIL 2024. — Ministerieel besluit tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2023 betreffende individuele steun in de sectoren aquacultuurproductie, verwerking en groothandel van visserij- en aquacultuurproducten

De minister van Landbouw,

Gelet op Verordening (EU) nr. 2021/1139 van het Europees Parlement en de Raad van 7 juli 2021 tot oprichting van het Europees Fonds voor maritieme zaken, visserij en aquacultuur en tot wijziging van Verordening (EU) 2017/1004;

Gelet op Verordening (EU) 2021/1060 van het Europees Parlement en de Raad van 24 juni 2021 houdende gemeenschappelijke bepalingen inzake het Europees Fonds voor regionale ontwikkeling, het Europees Sociaal Fonds Plus, het Cohesiefonds, het Fonds voor een rechtvaardige transitie en het Europees Fonds voor maritieme zaken, visserij en aquacultuur en de financiële regels voor die fondsen en voor het Fonds voor asiel, migratie en integratie, het Fonds voor interne veiligheid en het Instrument voor financiële steun voor grensbeheer en visumbeleid;

Gelet op Verordening (EU) nr. 1380/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 11 december 2013 inzake het gemeenschappelijk visserijbeleid, tot wijziging van Verordeningen (EG) nr. 1954/2003 en (EG) nr. 1224/2009 van de Raad en tot intrekking van Verordeningen (EG) nr. 2371/2002 en (EG) nr. 639/2004 van de Raad en Besluit 2004/585/EG van de Raad;

Gelet op Verordening (EU) nr. 1379/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 11 december 2013 houdende een gemeenschappelijke marktordening voor visserijproducten en aquacultuurproducten, tot wijziging van Verordeningen (EG) nr. 1184/2006 en (EG) nr. 1224/2009 van de Raad en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 104/2000 van de Raad;

Gelet op de Waalse landbouwwet, de artikelen D.4, D.241, D.242, D.243, D.244, D.244/1, ingevoegd bij het besluit van 17 juli 2018, D.245, D.246 en D.247;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 juni 2017 houdende organisatie van de controle en de interne audit inzake de begroting, de boekhouding en de administratieve en begrotingscontrole van de diensten van de Waalse Regering, de administratieve diensten met een zelfstandige boekhouding, de gewestelijke ondernemingen, de instellingen en de Ombudsdienst van het Waalse Gewest

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2023 betreffende individuele steun in de sectoren aquacultuurproductie, verwerking en groothandel van visserij- en aquacultuurproducten, de artikelen 3, § 1, leden 3 en 4, 6, § 3, 9, tweede lid, 10, tweede lid, 11, § 1, 11, § 4, derde lid, 14, § 4, 18, tweede lid, 19, § 1, tweede lid, 23, 24, derde en vierde lid, 26, derde lid, 27, derde lid, 28, tweede lid, 32, § 2, eerste lid, 36, derde lid;

Gelet op de goedkeuring van de selectiecriteria door het nationale toezichtcomité op 16 maart 2023;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën van 22 maart 2024;

Gelet op het akkoord van de minister van Begroting, gegeven op 19 april 2024,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt bedoeld met:

1° het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2023: het Besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2023 betreffende individuele steun in de sectoren aquacultuurproductie, verwerking en groothandel van visserij- en aquacultuurproducten;

2° de verordening nr. 1151/2012 van 21 november 2012: de Verordening (EU) nr. 1151/2012 van het Europees Parlement en de Raad van 21 november 2012 inzake kwaliteitsregelingen voor landbouwproducten en levensmiddelen;

3° de verordening nr. 2018/848 van 30 mei 2018: de Verordening nr. 2018/848 van het Europees Parlement en de Raad van 30 mei 2018 inzake de biologische productie en de etikettering van biologische producten en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 834/2007 van de Raad

4° de verordening (EU) nr. 2021/1139 van het Europees Parlement en de Raad van 7 juli 2021: de Verordening (EU) nr. 2021/1139 van het Europees Parlement en de Raad van 7 juli 2021 tot oprichting van het Europees Fonds voor maritieme zaken, visserij en aquacultuur en tot wijziging van Verordening (EU) 2017/1004.

5° de verordening (EU) 2021/1060 van het Europees Parlement en de Raad van 24 juni 2021: de Verordening (EU) 2021/1060 van het Europees Parlement en de Raad van 24 juni 2021 houdende gemeenschappelijke bepalingen inzake het Europees Fonds voor regionale ontwikkeling, het Europees Sociaal Fonds Plus, het Cohesiefonds, het Fonds voor een rechtvaardige transitie en het Europees Fonds voor maritieme zaken, visserij en aquacultuur en de financiële regels voor die fondsen en voor het Fonds voor asiel, migratie en integratie, het Fonds voor interne veiligheid en het instrument voor financiële steun voor grensbeheer en visumbeleid.

Art. 2. Overeenkomstig artikel 3, § 1, leden 3 en 4, van het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2023 worden in bijlage 1 voor elke steunmaatregel de volgende zaken bepaald:

1° het minimumbedrag van de uitgaven waaronder een steunaanvraag niet ontvankelijk is;

2° het maximale steunbedrag per begunstigde voor de periode van het Waalse programma voor de commerciële visserijsector;

3° het percentage van de totale overheidssteun toegepast op de subsidiabele uitgaven van de begunstigde.

Voor alle steun die valt onder het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2023 bestaat veertig procent van de totale overheidssteun uit financiële middelen uit de begrotingen van het Waalse Gewest en zestig procent uit het fonds dat valt onder verordening (EU) nr. 2021/1139 van 7 juli 2021.

Afhankelijk van de toepasselijke steunmaatregel zijn de in lid 1 bedoelde financiële modaliteiten afhankelijk van de omvang van de begunstigde en de criteria voor verhoging van het basissteunpercentage, maar zij mogen het voor de betrokken steun vastgestelde maximale steunpercentage niet overschrijden. Om van de voorziene verhogingen te kunnen genieten, moet de begunstigde documenten voorleggen die aantonen dat hij aan de betreffende voorwaarden voldoet.

De in dit besluit genoemde bedragen zijn uitgedrukt in euro's, exclusief btw of enige andere vorm van belasting.

Art. 3. Overeenkomstig artikel 6, § 3, van het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2023, wordt de periode waarbinnen de uitgaven van de begunstigde voor een verrichting subsidiabel zijn, bepaald door de volgende modaliteiten, afhankelijk van de betreffende steunmaatregel, zonder evenwel vroeger of later te zijn dan de data van de periode die is vastgesteld overeenkomstig artikel 63, § 2, van de verordening nr. 2021/1060 van 24 juni 2021.

1° de begindatum van de periode waarbinnen de uitgaven subsidiabel zijn, stemt overeen met de valutatatum van de betaling door de begunstigde van de eerste uitgaven met betrekking tot de verrichting zoals door de aanvrager aangegeven in zijn steunaanvraag, op voorwaarde dat de aanvrager kan aantonen dat hij op die datum voldeed aan de voorwaarden vermeld in artikel 4 van het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2023. Als op een latere datum aan deze voorwaarden is voldaan, geldt die datum als begindatum van de periode waarin uitgaven voor de verrichting subsidiabel zijn;

2° de periode waarbinnen de uitgaven subsidiabel zijn, eindigt op de datum van voltooiing van de verrichting zoals door de aanvrager aangegeven in de steunaanvraag, en uiterlijk op 30 juni 2028.

Art. 4. Overeenkomstig artikel 6, § 3, van het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2023 moet de begunstigde voor de steun bedoeld in de afdelingen 1, betreffende het wetenschappelijk toezicht op een aquacultuurbedrijf, en 3 tot en met 5 van hoofdstuk 3 van voornoemd besluit, op verzoek van de administratie aantonen dat hij binnen achttien maanden na de datum van deze kennisgeving een bedrag aan subsidiabele uitgaven heeft betaald dat gelijk is aan of meer bedraagt dan dertig procent van het aangemelde maximumbedrag van de uitgaven, overeenkomstig artikel 8, § 2, tweede lid, 2°, van voornoemd besluit.

Niet-nakoming van de in lid 1 bedoelde verplichting leidt tot intrekking van de voor de aanvraag verleende steun. De administratie brengt de begunstigde op de hoogte van deze intrekking.

Lid 2 is niet van toepassing als de aanvrager een van de gevallen van overmacht aantoont waarnaar wordt verwezen in hoofdstuk 5 van het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2023;

Art. 5. § 1. Overeenkomstig artikel 6, § 3, van het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2023 voldoen de uitgaven eveneens aan de voorwaarden vermeld in de paragrafen 2 tot 4 om in aanmerking te komen voor de steun bedoeld in de afdelingen 1 en 3 tot 5 van hoofdstuk 3 van voormeld besluit.

§ 2. De investeringen die in aanmerking komen voor de steun bedoeld in de afdelingen 3 tot 5 van hoofdstuk 3 van het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2023 zijn beperkt:

1° tot de bouw, verwerving, met inbegrip van leasing, of renovatie van onroerende goederen;

2° tot de koop of huurkoop van nieuwe machines en uitrusting tot maximaal de marktwaarde van de goederen, inclusief software, met uitzondering van bijkomende kosten in verband met huurkoopcontracten, zoals de marge voor de verhuurder, rentefinancieringskosten, bedrijfskosten en verzekeringskosten;

3° tot maximaal twaalf procent van de in aanmerking komende investeringskosten bedoeld in 1° en 2°, de bedrijfskosten die verband houden met de genoemde investeringen, d.w.z. de honoraria van architecten en ingenieurs.

De arbeidstijd van de begunstigde en zijn personeel die wordt besteed aan het opzetten van een investering als bedoeld in alinea 1, 1° en 2°, waarbij de investering gericht is op de bescherming van het landbouwbedrijf tegen een beschermde diersoort, vormt een bijdrage in natura van de begunstigde waarvan de kosten subsidiabele uitgaven zijn wanneer aan alle volgende voorwaarden is voldaan:

1° de kostprijs per uur van de begunstigde en zijn personeel die aan deze werken deelnemen wordt forfaitair vastgesteld op 25 euro, alle belastingen en heffingen inbegrepen;

2° de contractuele relatie, in loondienst of als zelfstandige, tussen het bij de werken betrokken personeel en de begunstigde wordt aangetoond aan de hand van bewijsstukken;

3° ten minste 14 dagen vóór de uitvoering van de werken in kwestie, moet de begunstigde:

a) de administratie schriftelijk in kennis stellen van de precieze periode en de precieze plaats van die werkzaamheden, de aard en omvang ervan, de identiteit van de personen die eraan deelnemen en het maximumaantal arbeidsuren voor alle personen die eraan deelnemen;

b) per e-mail een kopie van de documenten waaruit blijkt dat de in paragraaf 3 bedoelde concurrerende aanbestedingsprocedure voor de betrokken werken voorafgaand is uitgevoerd, aan de overheidsdienst zenden;

c) van de autoriteiten een schriftelijke bevestiging verkrijgen over de subsidiabiliteit van de arbeidskosten van de begunstigde voor de uitvoering van de betrokken werkzaamheden.

4° de begunstigde moet een verklaring op eer afleggen waaruit blijkt welke personen aan deze werken hebben deelgenomen, het aantal uren dat zij aan de werken hebben besteed en de begin- en einddatum van de werken;

5° de betrokken werkzaamheden worden uitgevoerd tijdens de periode waarin de uitgaven, vermeld in artikel 3, subsidiabel zijn.

Om in aanmerking te komen, moeten de in alinea 1 bedoelde investeringen:

1° nuttig zijn voor de gebruikelijke activiteiten waarop de steunaanvraag betrekking heeft of voor de nevenactiviteiten die nuttig of nodig zijn voor deze activiteiten. ;

2° operationeel zijn en door de begunstigde binnen zes maanden na de aankoop of voltooiing ervan voor beroepsdoeleinden worden gebruikt, en de desbetreffende uitgaven zijn opgenomen in de rubriek vaste activa van de boekhouding van de begunstigde.

Met betrekking tot alinea 3, 1°, kan de directeur van de administratie investeringen weigeren die niet voldoen aan het voormelde gebruik zonder dat deze expliciet in dit artikel worden vermeld als niet in aanmerking komende investeringen. Om in aanmerking te komen voor investeringen op grond van de afdelingen 3 tot en met 5 van hoofdstuk 3 van het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2023, moet worden nagegaan of de investeringen voldoen aan de voorwaarden van artikel 10, § 2, van verordening (EU) 2021/1139 van 7 juli 2021.

De uitgaven omvatten niet de gekoelde opslagcapaciteit, inclusief diepvriesopslagcapaciteit, die geen deel uitmaakt van verwerkings- of afzetfaciliteiten.

De uitgaven hebben geen betrekking op een investering die nuttig is voor de kleinhandel of de distributie, tenzij deze activiteiten worden uitgevoerd met gebruikmaking van de aquacultuurproductie van de site van een aquacultuurbedrijf waarop de steun in het kader van het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2023 betrekking heeft.

Uitgaven voor de aankoop en installatie van fotovoltaïsche panelen ter dekking van de energiebehoeften die uitsluitend verband houden met de gebruikelijke activiteiten waarvoor de steun wordt aangevraagd, overeenkomstig alinea 3, 1°, zijn subsidiabele uitgaven als aan alle volgende voorwaarden is voldaan:

1° de begunstigde geen aanvraag indient en heeft ingediend voor een aanvraag met betrekking tot de bevordering van hernieuwbare energiebronnen en kwalitatieve warmtekoppeling overeenkomstig de artikelen 37 tot 43 van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de regionale elektriciteitsmarkt;

2° de door deze panelen geproduceerde energie wordt naar een elektriciteitskast geleid die alleen de professionele apparatuur en gebouwen voedt die worden gebruikt voor de gebruikelijke activiteiten waarbinnen de steunaanvraag valt;

3° de subsidiabele uitgaven zijn beperkt tot de geïnstalleerde fotovoltaïsche panelen waarvan de cumulatieve output het gebruikelijke energieverbruik dekt dat verband houdt met de gebruikelijke activiteiten waarbinnen de steunaanvraag valt. Dit gebruikelijke verbruik kan door de aanvrager worden aangetoond, met name aan de hand van eerdere facturen betreffende zijn energieverbruik.

Uitgaven hebben geen betrekking op:

1° debetrente;

2° het handelsmerk, voorraden met uitzondering van voorraden toegestaan onder alinea 9, 1°, goodwill, klanten, het uithangbord, het sleutelgeld, de overname van de huurovereenkomst, de verwerving van deelnemingen;

3° tweedehands apparatuur of meubilair;

4° gereviseerde apparatuur;

5° tentoonstellings- en demonstratiemateriaal of -meubilair;

6° transportmaterieel met een laadvermogen van drie en een halve ton of minder en materieel voor personenvervoer, tenzij dit materieel uitsluitend wordt gebruikt voor aquacultuuractiviteiten doordat de watertransporttanks op een aanzienlijk deel van de nuttige oppervlakte van het transportmaterieel zijn aangebracht;

7° terreinen en gebouwen die de onderneming die de steun ontvangt verwerft van een van haar bestuurders, aandeelhouders of een rechtspersoon die tot dezelfde groep behoort als de onderneming;

8° de huur van terreinen, gebouwen en materieel, met uitzondering van het materieel dat nuttig is voor de werken die zijn toegelaten alinea 1, 1°, en alinea 2, met naleving van artikel 5, § 3, waarbij wordt aangetoond dat de uitgaven voor de huur van materieel en machines lager zijn dan die van een aannemer;

9° verpakkingsmateriaal dat kan worden geretourneerd;

10° reserveonderdelen;

11° modelconciërgewoningen, -woningen, -villa's en appartementen en hun meubilair;

12° materieel, meubilair of onroerende goederen bestemd voor verhuur of accommodatie van bezoekers;

13° de aankoop van bebouwde of onbebouwde gronden voor een hoger bedrag dan bepaald in artikel 64, § 1, b), van verordening nr. 2021/1060 van 24 juni 2021;

14° computer- of gsm-apparatuur met een individuele waarde van minder dan duizend euro.

Uitgaven voor de aankoop van een aquacultuurbedrijf komen in aanmerking voor de steun bedoeld in afdeling 3 van hoofdstuk 3 van het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2023 indien aan de volgende voorwaarden is voldaan:

1° de uitgaven hebben betrekking op de aankoop van onroerende goederen, met inbegrip van grond, of bestanden van vis of geneesmiddelen die aanwezig zijn in het aquacultuurbedrijf dat bij de aankoop is aangekocht, en die uitsluitend worden gebruikt voor de aquacultuurproductie;

2° de uitgaven met betrekking tot de aankoop van een aquacultuurbedrijf bedragen niet meer dan het maximumbedrag aan uitgaven dat in aanmerking komt in het kader van het maximumbedrag aan overheidssteun vermeld in bijlage 1 specifiek voor een dergelijke aankoop;

3° de uitgaven houden geen verband met de overdracht van de eigendom van een onderneming zoals uitgesloten door artikel 13, g), van verordening (EU) nr. 2021/1139 van 7 juli 2021.

Uitgaven voor de aankoop van kwekerijen in andere sectoren dan de aquacultuursector zijn niet subsidiabel.

§ 3. Of uitgaven subsidiabel zijn, hangt af van de vraag of de begunstigde kan aantonen dat de kosten redelijk zijn. Dit wordt gewaarborgd door een concurrerende aanbestedingsprocedure met ten minste drie leveranciers, drie dienstverleners of drie aannemers, die worden geraadpleegd voordat er uitgaven worden gedaan. Deze concurrerende aanbestedingsprocedure wordt aangetoond door middel van een kopie van de prijsaanvragen en offertes die de begunstigde heeft ontvangen. Voor uitgaven met een eenheidsbedrag van minder dan 30.000 euro kan het louter raadplegen van de concurrentie, met inbegrip van op internet gepubliceerde prijzen, worden gelijkgesteld met een prijsaanvraag indien de kopie van de gepubliceerde prijzen dateert van vóór de datum van betaling van de uitgave door de begunstigde.

Gelet op artikel 10 en de aard van de uitgaven die in aanmerking komen voor steun in het kader van hoofdstuk 3, afdeling 1, van het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2023 met betrekking tot steun voor wetenschappelijk toezicht, alsook de specialisatie en het beperkte aantal wetenschappelijke entiteiten die aquacultuurbedrijven kunnen voorzien van competent toezicht, is alinea 1 niet van toepassing op de keuze van de wetenschappelijke entiteit in het kader van de genoemde steun.

§ 4. Voor de steun bedoeld in de afdelingen 3 tot en met 5 van hoofdstuk 3 van het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2023 moeten de totale subsidiabele uitgaven ten minste vijftig procent bedragen van het bedrag van de uitgaven dat is opgenomen in de kennisgeving van de toegekende steun overeenkomstig artikel 8, § 2, van voormeld besluit. Niet-nakoming van deze verplichting heeft tot gevolg dat het verzoek om betaling van de steun van de begunstigde wordt afgewezen en dat de op grond van voormeld artikel verleende steun wordt geannuleerd, tenzij de aanvrager een van de in hoofdstuk 5 van voormeld besluit bedoelde gevallen van overmacht aantoonst.

Art. 6. § 1. Overeenkomstig artikel 10, alinea 2, van het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2023 worden de selectiecriteria voor steunaanvragen uiteengezet in bijlage 2.

De administratie beoordeelt de steunaanvragen aan de hand van de in alinea 1 bedoelde selectiecriteria. Zij kan een aanvullende beoordeling vragen aan een administratieve dienst of een onafhankelijke expert die zij aanwijst. Om ontvankelijk te zijn, moet deze aanvullende beoordeling een beëdigde verklaring van de beoordelaar bevatten dat hij

niet in een belangenconflict verkeert met betrekking tot de steunaanvraag die wordt beoordeeld. De beoordeelde steunaanvragen zijn deze waarvoor een kennisgeving van ontvankelijkheid werd ontvangen, overeenkomstig artikel 7, § 1 van het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2023, vanaf de afsluitdatum van het vorige beoordelingsjaar tot de afsluitdatum van het huidige beoordelingsjaar. Deze laatste datum wordt vastgesteld door de directeur van de administratie en wordt minstens een maand op voorhand voldoende bekendgemaakt, namelijk via de website van het Waals Gewest die gewijd is aan landbouw.

§ 2. Om te worden geselecteerd, moet de steunaanvraag de minimale selectiescore of meer behalen voor alle criteria waarvoor een minimale selectiescore is vastgesteld onder paragraaf 1.

De overheidssteun voor de overeenkomstig paragraaf 1 geselecteerde aanvragen wordt toegekend in afnemende volgorde van de scores die de steunaanvragen ten opzichte van de selectiecriteria hebben gekregen. Tussen steunaanvragen met eenzelfde score volgt de volgorde chronologisch de datum van kennisgeving van de ontvankelijkheid van de aanvraag overeenkomstig artikel 7, § 1 van het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2023.

De steun wordt toegekend voor aanvragen in de in alinea 2 vastgestelde volgorde en binnen de grenzen van de beschikbare begrotingskredieten. In het in artikel 9, alinea 2, van het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2023 bedoelde geval worden aanvragen waarvoor geen steun is toegekend, opgeschort totdat opnieuw begrotingskredieten beschikbaar zijn.

Art. 7. § 1. Overeenkomstig artikel 11, § 1 van het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2023 worden de start- en einddatum van de in aanmerking komende periode waarin de begunstigde aanspraak kan maken op betaling van de steun als volgt vastgesteld:

1° de startdatum van deze periode is dezelfde als de startdatum van de periode van subsidiabiliteit van de uitgaven bepaald in artikel 3;

2° de einddatum van deze periode stemt overeen met de datum van de negentigste dag die volgt op de einddatum van de overeenkomstig artikel 3 bepaalde subsidiabiliteitsperiode van de uitgaven of, indien vroeger, op de valutatatum van de vereffening door de begunstigde van de laatste voor steun in aanmerking komende uitgaven overeenkomstig de kennisgeving bedoeld in artikel 8, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2023.

§ 2. Onder voorbehoud van de in paragraaf 1 vastgestelde periode worden de tranches voor het aanvragen en betalen van de steun als volgt vastgesteld:

1° voor de steun bedoeld in afdeling 1 van hoofdstuk 3 van het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2023 worden betalingsaanvragen ingediend door de begunstigde om de vereffende uitgaven tijdens elk afgelopen halfjaar aan te geven en de overeenstemmende overheidssteun te vorderen;

2° voor de steun bedoeld in afdelingen 3 tot 5 van hoofdstuk 3 van het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2023 wordt de steun in twee tranches vereffend:

a) de eerste tranche is opvraagbaar door de begunstigde wanneer hij ten minste vijftig procent van de uitgaven waarop zijn steunaanvraag betrekking heeft, heeft betaald;

b) de tweede tranche is opvraagbaar zodra alle investeringen zijn gedaan en alle daarmee verband houdende uitgaven door de begunstigde zijn betaald.

Aanvragen voor de betaling van de steun in verband met de in lid 1 bedoelde tranches zijn ontvankelijk als de administratie :

1° een lijst van de betrokken facturen en uitgaven, in het door de directeur van de administratie voorgeschreven formaat ontvangt;

2° een kopie van de bewijsstukken met betrekking tot alle uitgaven die de begunstigde in het kader van de steunaanvraag heeft aangegeven, met inbegrip van de stukken die de naleving van artikel 5, § 3, aantonen, ontvangt.

Art. 8. § 1. Overeenkomstig artikel 18, lid 2, van het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2023 wordt in de samenwerkingsovereenkomst tussen de begunstigde en een wetenschappelijke entiteit of in de steunaanvraag voor onafhankelijke expertise het volgende gespecificeerd:

1° het doel van het wetenschappelijke toezicht of van de onafhankelijke expertise en de door de aanvrager beoogde resultaten;

2° een niet-exhaustieve lijst van de verzamelde gegevens en een schets van het protocol dat werd gebruikt om de gegevens te verzamelen;

3° een tijdschema voor de verschillende fasen van dit toezicht of deze expertise;

4° de minimale kwalificaties van de verschillende personen belast met het wetenschappelijke toezicht of de expertise en hun respectievelijke arbeidsduur, uitgedrukt in voltijdse equivalenten voor het wetenschappelijke toezicht en in aantal werkdagen voor een expertise;

5° het wetenschappelijke toezicht dat aan stagiairs wordt toevertrouwd en de voorgestelde intensiteit van hun betrokkenheid;

6° een beschrijving van de uitrustingen en investeringen die door de aanvrager zullen worden aangekocht of gebouwd met toepassing van artikel 19, § 2, van voormeld besluit en die het voorwerp uitmaken van het wetenschappelijke toezicht of de expertise;

7° de geraamde bedragen van de verschillende kosten van wetenschappelijk toezicht of expertise, met inachtneming van de subsidiabiliteitsregels bepaald door voormeld besluit en door dit besluit;

8° de hypothesen die aan het wetenschappelijke toezicht ten grondslag liggen en de eventuele voorwaarden waaraan de aanvrager moet voldoen voordat het wetenschappelijke toezicht of de expertise wordt uitgevoerd;

9° de aard en de minimuminhoud van de rapporten, of enig ander schriftelijk document, die van het wetenschappelijke toezicht of van de expertise worden verwacht.

Art. 9. Overeenkomstig artikelen 6, § 3 en 18, lid 2, van het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2023 moet de expert ten minste zeven jaar nuttige ervaring hebben in het hoofdgebied van de expertise.

De in lid 1 bedoelde nuttige ervaring wordt beschreven in het curriculum vitae van de experts, dat bij het verzoek om betaling van de steun voor expertise wordt gevoegd. De begunstigde beschikt over de mogelijkheid om de administratie te raadplegen om na te gaan of aan de voorwaarde van lid 1 is voldaan voordat hij een beroep doet op de expertise. Het verzoek om betaling van de steun in verband met de expertise kan door de directeur van de

administratie worden afgewezen indien deze van oordeel is dat de ervaring die is beschreven in het curriculum vitae van de experts, dat het verzoek om betaling van de steun vergezeld, niet voldoet aan de in lid 1 vastgestelde voorwaarde.

Art. 10. § 1. Overeenkomstig de artikelen 6, § 3, en 19, § 1, lid 2, van het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2023 zijn de uitgaven die in aanmerking komen voor steun voor wetenschappelijk toezicht beperkt tot de volgende kosten:

- 1° eenheidskosten die de loonkosten van het personeel dekken;
- 2° eenheidskosten die de indirecte personeelskosten dekken;
- 3° kosten die inherent zijn aan de deelname van stagiairs.

De in lid 1, 1° en 2°, bedoelde personeelsleden zijn uitsluitend personeelsleden van wie de werkzaamheden worden betaald door de wetenschappelijke entiteit waarmee de begunstigde een samenwerkingsovereenkomst heeft gesloten, van wie de taakomschrijving in de steunaanvraag is gespecificeerd, van wie de kwalificaties beantwoorden aan de doelstellingen van het in de steunaanvraag gespecificeerd wetenschappelijk toezicht en die het gespecificeerde wetenschappelijke toezicht daadwerkelijk uitvoeren. Personeelsleden met een boekhoudkundige, administratieve, directie- of toezichthoudende rol zijn uitgesloten.

De in lid 1, 1° en 2°, bedoelde personeelsleden worden aangetoond met kopieën van contractdocumenten en opdrachtbrieven waarin de toewijzing van de personeelsleden wordt bevestigd, hun taken worden gespecificeerd en het percentage van hun werktijd dat aan het wetenschappelijk toezicht op het aquacultuurbedrijf wordt besteed, wordt vermeld.

De persoon die als zelfstandige, in een managementvennootschap of op basis van een beursovereenkomst werkt, maakt geen deel uit van de personeelsleden bedoeld in lid 1, 1° en 2°.

§ 2. De eenheidskosten met betrekking tot de loonkosten bedoeld in paragraaf 1, lid 1, 1°, omvatten alle loonkosten ten laste van de wetenschappelijke entiteit. Deze kosten worden uitsluitend vastgesteld op basis van een vereenvoudigde berekeningsmethode waarbij voor elk personeelslid dat aan de in lid 1 genoemde voorwaarden voldoet, een kostprijs per uur wordt vastgesteld die wordt berekend door het bedrag van zijn brutomaandloon met twaalf duizendsten te vermenigvuldigen. Het bedrag van het brutomaandloon wordt aangetoond door middel van een kopie van de loonfiche voor de betreffende maand. De in paragraaf 1, lid 1, 1° en 2°, bedoelde personeelsleden genieten dezelfde loonvoorwaarden als die welke gewoonlijk door de wetenschappelijke entiteit worden toegepast op personeelsleden met hetzelfde verantwoordelijkheidsniveau, dezelfde kwalificaties en anciënniteit.

In de kosten, vermeld in paragraaf 1, lid 1, 1° en 2°, worden enkel de uren in rekening gebracht die besteed worden aan het wetenschappelijke toezicht op het aquacultuurbedrijf. De personeelskosten die moeten worden aangegeven als loonkosten bedoeld in paragraaf 1, lid 1, 1°, zijn het aantal door elke persoon gepresteerde uren, vermenigvuldigd met hun kostprijs per uur berekend volgens de methode bepaald in lid 1. Het jaarlijkse volume van prestaties voor een voltijds equivalent is beperkt tot 1720 uur. De wetenschappelijke entiteit voert een systeem in voor de registratie en de opvolging van de arbeidsduur van elke persoon van wie de kosten worden gedeclareerd in de kosten vermeld in paragraaf 1, lid 1, 1°. De gewerkte uren worden maandelijks geregistreerd. De juistheid ervan wordt bevestigd door de handtekening van het betrokken personeelslid en van zijn toezichthouder.

Wanneer steun voor de werkgelegenheid, vrijstellingen van socialezekerheidsbijdragen of verlagingen van de werkgeversbijdragen worden toegekend aan een of meer personen van wie de kosten bestemd zijn voor het wetenschappelijke toezicht op het aquacultuurbedrijf, moeten deze steun en verlagingen in mindering worden gebracht op de in alinea 2 bedoelde uitgaven naar rato van de arbeidstijd die de betrokken personen aan het toezicht op het aquacultuurbedrijf hebben besteed.

De begunstigde van de steun moet de administratie een kopie bezorgen van alle documenten die aantonen dat aan de voorwaarden en modaliteiten van dit artikel is voldaan.

§ 3. De eenheidskosten bedoeld in paragraaf 1, lid 1, 2°, dekken alle indirecte kosten met betrekking tot het personeel van de wetenschappelijke entiteit dat werkt aan het wetenschappelijke toezicht op het aquacultuurbedrijf.

Overeenkomstig artikel 54 van verordening (EU) nr. 2021/1060 van 24 juni 2021 worden de in het eerste lid bedoelde kosten vastgesteld op basis van een vast percentage van 15 % dat wordt toegepast op de in paragraaf 1, lid 1, 1°, bedoelde subsidiabele loonkosten.

§ 4. De kosten verbonden aan de deelname van stagiairs aan het wetenschappelijke toezicht op het aquacultuurbedrijf, rechtstreeks gedragen door de stagiairs of ten laste van de wetenschappelijke entiteit, zijn uitgaven die in aanmerking komen voor steun en vormen de kosten bedoeld in paragraaf 1, lid 1, 3°. De wetenschappelijke entiteit neemt alle mogelijke juridische stappen om de kosten die inherent zijn aan de deelname van de stagiairs, zoals de kosten van hun vervoer naar het gecontroleerde aquacultuurbedrijf, verzekeringskosten of eventuele forfaitaire vergoedingen voor levensonderhoud tijdens hun stage, rechtstreeks te betalen. Als de wetenschappelijke entiteit geen interne financiële regels heeft opgesteld om de kosten van stagiairs te dekken, worden de wettelijke mogelijkheden voor vrijwilligerswerk ten volle benut.

Om voor steun in aanmerking te komen, moeten de in lid 1 bedoelde kosten worden gedeclareerd tegen kostprijs, zonder winstmarge, en moeten zij worden gestaafd met bewijsstukken waarin de betaalde kosten en de datum waarop zij zijn betaald, worden vermeld.

Art. 11. Overeenkomstig artikel 24, lid 3, van het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2023 is een steunaanvraag voor beschermingsmiddelen ontvankelijk als ze betrekking heeft op een van de volgende soorten:

- 1° Visarend, *Pandion haliaetus*;
- 2° Europese bever, *Castor fiber*;
- 3° Grote aalscholver, *Phalacrocorax carbo*;
- 4° Grote zilverreiger, *Ardea alba*;
- 5° Blauwe reiger, *Ardea cinerea*;
- 6° Visotter, *Lutra*;
- 7° Ijsvogel, *Alcedo atthis*.

Andere dan de in lid 1 genoemde soorten kunnen na een gunstig advies van de administratie worden toegelaten.

Art. 12. Overeenkomstig artikel 28, lid 2, van het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2023 wordt een controle op de naleving van de bepalingen van het besluit van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning uitgevoerd voor de vestigingseenheid die steun geniet zoals bedoeld in de afdelingen 3 tot en met 5 van hoofdstuk 3 van voormeld besluit, wanneer voor een investering die deze steun geniet een vergunning overeenkomstig voormeld besluit vereist is.

Art. 13. Overeenkomstig artikel 32, § 2, lid 1, van het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2023 wordt de straf tabel bepaald in bijlage 3.

Art. 14. Dit besluit treedt in werking op de datum van ondertekening door de minister.

Namen, dinsdag 23 april 2024.

W. BORSUS

Bijlage 1. Bedrag van de steun

Voor de steun zoals bedoeld in afdeling 1 van hoofdstuk 3 van het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2023 ter ondersteuning van het wetenschappelijke toezicht van aquacultuurbedrijven gelden de volgende voorwaarden voor de activiteiten ervan:

1° Minimumbedrag van de geplande uitgaven voor de activiteiten	10.0 €
2° Plafond van de totale steun per begunstigde voor de duur van het programma	100.0 €
3° Basispercentage van de totale overheidssteun toegepast op de subsidiabele uitgaven	40
4° Gecumuleerde gevallen van verhoging van het basispercentage van de totale overheidssteun:	
a) een verbintenis van de begunstigde om het aanbieden van stages toe te staan en te vergemakkelijken gedurende een periode van twee jaar of meer	+15 %
b) de aanvrager is een nieuwe ondernemer die zijn intrede doet in de aquacultuursector	+15 %
c) het toezicht heeft betrekking op de installatie van een nieuwe technologie of een nieuwe soort die de afhankelijkheid van het bedrijf van externe factoren aanzienlijk vermindert of de veerkracht van het bedrijf bij klimaatverandering vergroot in vergelijking met de bestaande technologie of soort	+15 %
d) het toezicht heeft betrekking op de omschakeling van het bedrijf op de verkoop van zijn productie op hoofdzakelijk levensmiddelenmarkten	+10 %
e) het toezicht heeft betrekking op een onderwerp van collectief belang voor de aquacultuursector en de begunstigde verbindt zich ertoe toestemming te geven voor de bekendmaking van de resultaten	+10 %
5° Maximumpercentage van de totale overheidssteun indien de activiteit niet als innovatief wordt beschouwd op het vlak van product, proces of technologie, of indien ze niet voldoet aan criterium 4°, e).	60
6° Maximumpercentage van de totale overheidssteun indien de activiteit als innovatief wordt beschouwd en voldoet aan criterium 4°, e)	70
7° Maximumpercentage van de totale overheidssteun indien de begunstigde geen kmo is	50 %

Voor de steun bedoeld in afdeling 1 van hoofdstuk 3 van het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2023, die expertise voor aquacultuurbedrijven ondersteunt, gelden de volgende modaliteiten voor de activiteiten:

1° Minimumbedrag van de geplande uitgaven voor de activiteiten	1.0
2° Plafond van de totale steun per begunstigde voor de duur van het programma	50.0
3° Basispercentage van de totale overheidssteun voor micro-ondernemingen en kmo's, toegepast op de in aanmerking komende uitgaven	40
4° Basispercentage van de totale overheidssteun voor ondernemingen die niet voldoen aan de definitie van een kmo, toegepast op de in aanmerking komende uitgaven	30

5° Gecumuleerde gevallen van verhoging van het basispercentage van de totale overheidssteun:	
a) de aanvrager is een nieuwe ondernemer die zijn intrede doet in de aquacultuursector	+10 %
b) de expertise heeft betrekking op beschermingsmiddelen van het aquacultuurbedrijf tegen beschermde soorten	+10 %
c) de expertise heeft betrekking op de installatie van een nieuwe technologie of soort die de afhankelijkheid van het bedrijf van externe factoren aanzienlijk vermindert of de veerkracht van het bedrijf bij klimaatverandering vergroot, vergeleken met de bestaande technologie of soort	+10 %
d) de expertise heeft betrekking op de omschakeling van het bedrijf op de verkoop van zijn productie op hoofdzakelijk levensmiddelenmarkten	+10 %
e) de expertise heeft betrekking op een onderwerp van collectief belang voor de aquacultuursector en de begunstigde verbindt zich ertoe toestemming te geven voor de bekendmaking van de resultaten	+10%
6° Maximumpercentage van de totale overheidssteun voor micro-ondernemingen en kmo's	50
7° Maximumpercentage van de totale overheidssteun voor ondernemingen die niet voldoen aan de definitie van een kmo	40 %

Voor de steun bedoeld in afdeling 3 van hoofdstuk 3 van het besluit van de Waalse regering van 20 juli 2023, dat investeringen in aquacultuur ondersteunt, gelden de volgende voorwaarden voor de activiteiten:

1° Minimumbedrag van de geplande subsidiabele uitgaven voor de activiteiten	10.0
2° Plafond van de totale steun per begunstigde voor de duur van het programma	1.1.0 €
3° Plafond van de totale steun per begunstigde voor de duur van het programma voor begunstigden die een nieuw aquacultuurbedrijf in Wallonië opstarten, waarbij geen van de onroerende of roerende goederen van dit nieuwe bedrijf eerder steun van het Waals Gewest heeft ontvangen	1.500.0 €
4° Basispercentage van de totale overheidssteun, voor coöperaties waarvan alle leden voldoen aan de definitie van micro-onderneming of kmo, toegepast op de subsidiabele uitgaven	30
5° Basispercentage van de totale overheidssteun voor micro-ondernemingen en kmo's, toegepast op de in aanmerking komende uitgaven	25
6° Basispercentage van de totale overheidssteun voor ondernemingen die niet voldoen aan de definitie van een kmo, toegepast op de in aanmerking komende uitgaven	10
7° Gecumuleerde gevallen van verhoging van het basispercentage van de totale overheidssteun:	
a) de aanvrager is een nieuwe ondernemer die zijn intrede doet in de aquacultuursector	+10 %
b) verbintenis van de begunstigde om het aanbieden van stages toe te staan en te vergemakkelijken gedurende een periode van twee jaar of meer	+5 %
c) 50 % of meer van de omzet van de aquacultuurproductie van de aanvrager is afkomstig van de verkoop op voedselmarkten	+5 %
d) 30 % of meer van de omzet van de aquacultuurproductie van de aanvrager is afkomstig van de verkoop op voedselmarkten van soorten die betrokken zijn bij diversificatie overeenkomstig lid 5	+10 %

e) 30 % of meer van de omzet van de aquacultuurproductie van de aanvrager is afkomstig van de verkoop op levensmiddelenmarkten van producten die gecertificeerd zijn als zijnde in overeenstemming met verordening nr. 1151/2012 van 21 november 2012 of verordening nr. 2018/848 van 30 mei 2018	+10 %
f) 50 % of meer van de subsidiabele uitgaven van de concrete actie heeft betrekking op de installatie van een waterbehandelings- en recirculatiesysteem waardoor de waterrecirculatie met 30 % of meer wordt verhoogd ten opzichte van het bestaande systeem	+15 %
g) 50 % of meer van de subsidiabele uitgaven van de concrete actie heeft betrekking op investeringen die leiden tot een aanzienlijke vermindering, ten opzichte van de bestaande situatie, van de impact van het landbouwbedrijf op het milieu	+10 %
h) 50 % of meer van de subsidiabele uitgaven van de concrete actie heeft betrekking op investeringen voor de verwerking, de valorisatie of de verhandeling van de aquacultuurproductie van de aanvrager, op voorwaarde dat 50 % of meer van de omzet met betrekking tot deze productie afkomstig is van dieren die ten minste 2/3 van hun leven in Waalse wateren hebben doorgebracht	+10 %
8° Maximumpercentage van de totale overheidssteun voor coöperaties waarvan alle leden voldoen aan de definitie van micro-onderneming of kmo	45
9° Maximumpercentage van de totale overheidssteun voor micro-ondernemingen of kmo's	40
10° Maximumpercentage van de totale overheidssteun voor ondernemingen die niet voldoen aan de definitie van een kmo	25 %

In afwijking van paragraaf 3, 7° tot 10° wordt het percentage van de totale overheidssteun voor de investeringen bedoeld in artikel 26, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2023 betreffende de diversificatie van de bronnen van inkomsten, vastgesteld en is het gelijk aan de basistarieven vastgesteld in paragraaf 3, 4° tot 6°.

In afwijking van paragraaf 3, 7° tot 10° wordt het percentage van de totale overheidssteun voor de investeringen bedoeld in artikel 5, § 2, negende lid, van het ministerieel besluit van 20 juli 2023 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering betreffende de individuele steun in de sectoren van de aquacultuurproductie, verwerking van en groothandel in visserij- en aquacultuurproducten, met betrekking tot de kosten voor de aankoop van een aquacultuurbedrijf, wordt vastgesteld en is gelijk aan de basistarieven vastgesteld in paragraaf 3, 4° tot 6°. Bovenop het steunplafond dat per begunstigde is vastgesteld in paragraaf 3, 2° tot 3°, mag de overheidssteun voor dergelijke opkoopuitgaven niet meer bedragen dan € 250.000.

In afwijking van paragraaf 3, 7° tot 10° wordt het percentage van de totale overheidssteun voor de investeringen bedoeld in artikel 26, paragraaf 3, van het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2023, met betrekking tot de bescherming van het landbouwbedrijf tegen een beschermde diersoort, vastgesteld op 50 procent.

In afwijking van paragraaf 3, 1° wordt het minimumbedrag van de geplande subsidiabele uitgaven voor de concrete actie vastgesteld op 5.000 euro voor een aanvraag die voldoet aan het criterium, vermeld in paragraaf 3, 7°, f), en voor een aanvraag waarbij meer dan de helft van de geplande uitgaven betrekking heeft op middelen ter bescherming tegen een beschermde soort.

In afwijking van paragraaf 3, 1° wordt het minimumbedrag van de subsidiabele uitgaven voor de verrichting vastgesteld op 5.000 euro voor uitgaven met betrekking tot de aankoop en installatie van fotovoltaïsche panelen onder de voorwaarden bepaald in artikel 5, § 2.

Rekening houdend met hun commerciële perspectieven en de lagere milieurisico's die gepaard gaan met hun kweek of hun veerkracht bij klimaatverandering, zijn de soorten die een duurzame bijdrage leveren aan de diversificatie van aquacultuurproducten in het Waalse Gewest de volgende:

- 1° Vlagzalm (*Thymallus thymallus*);
- 2° Kwabaal (*Lotta lotta*);
- 3° Zander (*Sander lucioperca*);
- 4° Rivierbaars (*Perca fluviatilis*);
- 5° Atlantische zalm (*Salmo salar*);
- 6° alle soorten behorende tot de orde Decapoda;
- 7° alle soorten algen en microalgen;
- 8° alle soorten van de familie Acipenseridae.

Andere dan de in lid 8 genoemde soorten kunnen na een gunstig advies van de administratie worden toegelaten.

Voor de steun als bedoeld in afdeling 4 van hoofdstuk 3 van het besluit van de Waalse regering van 20 juli 2023, ter ondersteuning van investeringen in de verwerking van visserij- en aquacultuurproducten, gelden de volgende voorwaarden voor de activiteiten:

1° Minimumbedrag van de geplande uitgaven voor de activiteiten	10.00
2° Plafond van de totale steun per begunstigde voor de duur van het programma	250.0

3° Basispercentage van de totale overheidssteun toegepast op de subsidiabele uitgaven	15
4° Gecumuleerde gevallen van verhoging van het basispercentage van de totale overheidssteun:	
a) de aanvrager is een nieuwe ondernemer die de verwerkende sector betreedt voor zijn eerste kmo die is opgericht binnen de 4 jaar vóór de datum van ontvangst van de steunaanvraag	+10 %
b) de aanvrager verhoogt de werkgelegenheid in zijn bedrijf met 20 % of meer van het aantal voltijdsequivalenten dat het bedrijf in dienst heeft tussen de datum van indiening van zijn steunaanvraag en de voltooiing van de gesteunde investeringen	+10 %
c) 10 % of meer van de omzet van de begunstigde heeft betrekking op aquacultuurproducten die gedurende ten minste 2/3 van hun levensduur worden gekweekt in een straal van 150 km rond de verwerkingseenheid die de steun ontvangt	+10 %
d) 10 % of meer van de omzet van de begunstigde heeft betrekking op producten die zijn gecertificeerd overeenkomstig Verordening nr. 1151/2012 van 21 november 2012 of Verordening nr. 2018/848 van 30 mei 2018	+ 5 %
e) 10 % of meer van de omzet van de begunstigde heeft betrekking op ongewenste visserijproducten of soorten die slecht worden afgezet	+ 5 %
5° Maximumpercentage van de totale overheidssteun	25 %

Voor de steun als bedoeld in afdeling 5 van hoofdstuk 3 van het besluit van de Waalse regering van 20 juli 2023, ter ondersteuning van investeringen in de groothandel in visserij- en aquacultuurproducten, gelden de volgende voorwaarden voor de activiteiten:

1° Minimumbedrag van de geplande uitgaven voor de activiteiten	10.0
2° Plafond van de totale steun per begunstigde voor de duur van het programma	250.0
3° Basispercentage van de totale overheidssteun toegepast op de subsidiabele uitgaven	10
4° Gecumuleerde gevallen van verhoging van het basispercentage van de totale overheidssteun:	
a) de aanvrager is een nieuwe ondernemer die de groothandel betreedt voor zijn eerste kmo die is opgericht binnen de 4 jaar vóór de datum van ontvangst van de steunaanvraag	+5 %
b) de aanvrager verhoogt de werkgelegenheid in zijn bedrijf met 20 % of meer van het aantal voltijdsequivalenten dat het bedrijf in dienst heeft tussen de datum van indiening van zijn steunaanvraag en de voltooiing van de gesteunde investeringen	+5 %
c) 10 % of meer van de omzet van de begunstigde heeft betrekking op aquacultuurproducten die gedurende ten minste 2/3 van hun levensduur worden gekweekt in een straal van 150 km rond de verwerkingseenheid die de steun ontvangt	+5 %
d) 10 % of meer van de omzet van de begunstigde heeft betrekking op producten die zijn gecertificeerd overeenkomstig Verordening nr. 1151/2012 van 21 november 2012 of Verordening nr. 2018/848 van 30 mei 2018	+ 5 %
e) 10 % of meer van de omzet van de begunstigde heeft betrekking op ongewenste visserijproducten of soorten die slecht worden afgezet	+ 5 %
5° Maximumpercentage van de totale overheidssteun	15 %

Gezien om te worden bijgevoegd bij het ministerieel besluit van 23 april 2024 tot uitvoering van het besluit van de Waalse regering van 20 juli 2023 betreffende individuele steun in de sectoren aquacultuurproductie, verwerking en groothandel in visserij- en aquacultuurproducten.

Namen, 23 april 2024.

De Minister van Landbouw,
W. BORSUS

Bijlage nr. 2. Criteria voor het beoordelen van steunaanvragen

Voor de steun als bedoeld in afdeling 1 van hoofdstuk 3 van het besluit van de Waalse regering van 20 juli 2023 ter ondersteuning van het wetenschappelijke toezicht of de expertise van aquacultuuractiviteiten, worden de volgende criteria beoordeeld:

Metingen - Criteria	Gewicht van het criterium
*Relevantie van de activiteiten voor het strategische plan voor aquacultuur in Wallonië en relevantie van de motivering van de begunstigde waarom de activiteiten aan de behoeften beantwoorden. Het creëren van een of meer stageplaatsen is een positieve factor bij het beoordelen van de relevantie.	/6
*Vaardigheden en ervaring van de wetenschappelijke entiteit en de expert om de activiteiten succesvol uit te voeren.	/4
*Efficiëntie van de activiteiten: Er wordt rekening gehouden met de redelijkheid van de kosten in verhouding tot de omvang van de exploitatie. Er wordt ook rekening gehouden met de verhouding tussen de kosten en de effecten van de activiteiten ten opzichte van de resultaatindicatoren van het Waalse programma voor de commerciële visserijsector.	/3
*Verwachte resultaten: Bijzondere aandacht wordt besteed aan de gedetailleerde beschrijving van de resultaten en deliverables van de activiteiten, zodat ze van direct praktisch en economisch nut zijn voor de begunstigde.	/4
*Uitvoeringstermijn: Maximumpunten voor activiteiten die van start kunnen gaan zodra hun selectie is bevestigd, waarvoor geen voorafgaande vergunningen/goedkeuringen vereist zijn of waarvoor deze reeds verkregen zijn. In voorkomend geval zal het bezit van definitieve specificaties voor de werken een positieve bijdrage leveren aan de beoordeling van dit criterium.	/3
Minimumaantal te behalen punten om in aanmerking te komen voor selectie	(14/20)

Voor de steun als bedoeld in afdeling 2 van hoofdstuk 3 van het besluit van de Waalse regering van 20 juli 2023, die specifiek gericht is op de opleiding tot aquacultuurist, geldt het volgende criterium:

Criteria	Gewicht van het criterium (punten)
Chronologische volgorde van de volledige en ontvankelijke steunaanvragen die de administratie heeft ontvangen.	net van toepassing

Voor de steun als bedoeld in afdeling 3 van hoofdstuk 3 van het besluit van de Waalse regering van 20 juli 2023, dat investeringen in aquacultuur ondersteunt, worden de volgende criteria beoordeeld:

Metingen - Criteria	Gewicht van het criterium
<p>*Relevantie van de investeringen voor het strategisch plan voor aquacultuur in Wallonië, inclusief hun technische aard en de betrokken afzetmarkten, en voor de resultaatindicatoren van doelstelling 2.1 van het Waalse programma voor de commerciële visserijsector. /6</p> <p>Het creëren van een of meer stageplaatsen is een positieve factor bij het beoordelen van de relevantie. /1</p> <p>Gezien de bestaande wettelijke normen en verplichtingen op het gebied van milieu, arbeidsomstandigheden en dierenwelzijn, zal het aantonen door de aanvrager dat de betrokken investeringen verder gaan dan deze normen en verplichtingen, een positieve bijdrage leveren aan de beoordeling van de relevantie. /1,5</p> <p>Dit zal ook het geval zijn voor investeringen in middelen ter bescherming van beschermde soorten en middelen die bijdragen aan de vermindering van broeikasgasemissies of de aanpassing aan klimaatverandering. /1,5</p>	/10
<p>*Kosten/baten van de activiteiten, met name ten opzichte van de resultaatindicatoren van het Waalse programma voor de commerciële visserijsector. Er wordt ook rekening gehouden met de redelijkheid van de kosten in verhouding tot de omvang van de exploitatie en de toegevoegde waarde die door de activiteiten wordt gegenereerd.</p>	/7
<p>*Uitvoeringstermijn: Het bezit van een vergunning voor de geplande investeringen of de aard van de geplande investeringen, waardoor deze snel kunnen worden uitgevoerd, zodat de uitgaven snel kunnen worden gedaan, geeft de aanvrager recht op de maximumscore</p>	/3
<p>Minimumaantal te behalen punten om in aanmerking te komen voor selectie</p>	(14/20)

Voor de steun als bedoeld in afdelingen 4 en 5 van hoofdstuk 3 van het besluit van de Waalse regering van 20 juli 2023, ter ondersteuning van investeringen in de verwerking van en groothandel in visserij- en aquacultuurproducten, worden de volgende criteria beoordeeld:

Criteria	Gewicht van het criterium (punten)
<p>Relevantie van de activiteiten voor de specifieke doelstelling 2.2 zoals beschreven in het Waalse programma voor de commerciële visserijsector. De volgende aspecten dragen positief bij aan de beoordeling van de relevantie:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Vermindering van de koolstofvoetafdruk (grondstoffen, transport, transformatie en/of marketingprocessen), inclusief minder energie-intensieve apparatuur of processen of de productie van hernieuwbare energie; - Verbetering van arbeidsomstandigheden, hygiëne en productkwaliteit, - Helpen om ongewenste vangsten van commerciële visserij of invasieve soorten optimaal te benutten. - De zoektocht naar nieuwe markten en een betere afzet van de Waalse aquacultuurproductie. 	/8
<p>*Effect van de activiteiten op de resultaatindicatoren van doelstelling 2.2 van het Waalse programma voor de commerciële visserijsector, en meer in het bijzonder op het scheppen van werkgelegenheid. Een baancreatie gelijk aan of groter dan 20 % van het bestaande personeelsbestand geeft recht op het maximale aantal punten.</p>	/4

* Collectief voordeel van de activiteiten op het gebied van klimaat- of milieukwesties, het welzijn van werknemers of het verbeteren van de hygiëne in het productieproces van de begunstigde	/3
*Marktdeelnemer voor wie lokale productie en/of producten die gecertificeerd zijn volgens verordening nr. 1151/2012 van 21 november 2012 of verordening nr. 889/2008 van 5 september 2008 10 % of meer van de omzet van de aanvrager uitmaken.	/2
* Uitvoeringstermijn: Het bezit van een vergunning voor de geplande investeringen of de aard van de geplande investeringen, waardoor deze snel kunnen worden uitgevoerd, zodat de uitgaven kunnen worden gedaan, geeft de aanvrager recht op de maximumscore	/3
Minimumaantal te behalen punten om in aanmerking te komen voor selectie	(14/20)

Gezien om te worden bijgevoegd bij het ministerieel besluit van 23 april 2024 tot uitvoering van het besluit van de Waalse regering van 20 juli 2023 betreffende individuele steun in de sectoren aquacultuurproductie, verwerking en groothandel in visserij- en aquacultuurproducten.

Namen, dinsdag 23 april 2024.

De minister van Landbouw,

W. BORSUS

Bijlage nr. 3. Straftabel

Vaststellingen	Procedures en straffen
Discrepantie(s) tussen bepaalde gegevens met betrekking tot de uitgaven, de begunstigde of de acties, tussen de ter plaatse vastgestelde gegevens en de geregistreerde gegevens in de systemen van de administratie. De opzettelijke aard van deze discrepanties is niet bewezen en ze leiden niet tot andere, ernstigere vaststellingen.	Geen straf, maar verzoek om correctie van gegevens aan de juiste entiteit (begunstigde of overheid)
Gebrek aan aparte boekhouding of ad hoc boekhoudkundige codering	Aanmaningsbrief met een termijn van veertig dagen om orde op zaken te stellen (indien mogelijk voor alle uitgaven sinds het begin van de actie, anders ten minste voor de uitgaven in het huidige boekjaar en de toekomstige uitgaven). Zodra deze termijn is verstreken, wordt bij niet-naleving een boete van vijf procent toegepast op alle steun die voor de betrokken actie(s) aan de begunstigde is verleend.
Niet-subsidiabiliteit van de door de begunstigde ingediende uitgaven	Intrekking van de betrokken uitgaven aan de subsidiabele uitgaven en, in voorkomend geval, toepassing van de procedures voor de terugvordering en het toezicht op debiteuren.
Niet-naleving van de bepalingen die van toepassing zijn op openbare aanbestedingen en het aantonen van de redelijke kosten van uitgaven die overheidssteun ontvangen.	Intrekking van de uitgaven in verband met de vaststelling van subsidiabele uitgaven en, indien van toepassing, toepassing van procedures voor de terugvordering van en het toezicht op debiteuren.
Verkopen, verhuren of gratis ter beschikking stellen, zonder voorafgaande toestemming van de autoriteiten, met als doel of gevolg dat de investering afwijkt van het in de steunaanvraag vastgelegde doel	Intrekking van de uitgaven in verband met de vaststelling van subsidiabele uitgaven en, indien van toepassing, toepassing van procedures voor de terugvordering van en het toezicht op debiteuren voor alle investeringsgerelateerde steun waarop deze vaststelling betrekking heeft.
De begunstigde komt zijn verbintenissen niet na wat betreft de gegevens die hij aan de autoriteiten moet toesturen, met inbegrip van, indien van toepassing, de jaarlijkse overzichten van de resultaatindicatoren die in zijn bedrijfsplan zijn opgenomen of het eindverslag over de opvolging van dit plan, of de gegevens van zijn beheersrekeningen	Aanmaningsbrief met een termijn van twintig dagen om orde op zaken te stellen. Na het verstrijken van deze termijn wordt bij niet-naleving alle steun teruggevorderd die reeds aan de begunstigde is betaald in het kader van de aanvraag waarop deze verbintenis betrekking heeft.
De begunstigde heeft de bewijsstukken van de uitgaven waarvoor steun is verleend, niet bewaard tot 31 december 2035	Ingebrekestelling met een termijn van twintig dagen om orde op zaken te stellen. Na het verstrijken van deze termijn en in geval van niet-naleving kan de steun die reeds aan de begunstigde is betaald voor de ontbrekende documenten worden teruggevorderd.
De begunstigde voldoet niet langer aan de subsidiabiliteitsvoorwaarden van artikel 11 van Verordening (EU) nr. 2021/1139 van 7 juli 2021	Terugvordering van alle steun die reeds aan de begunstigde is betaald in het kader van het Waalse programma voor de commerciële visserij 2021-2027. De terugvordering gaat gepaard met de uitsluiting van de begunstigde van elke voor de commerciële visserijsector ingestelde steunregeling totdat de begunstigde opnieuw aan de voorwaarden van dit artikel voldoet.
De begunstigde geeft geen toestemming voor toegang tot het bedrijfsterrein waarop de aanvraag betrekking heeft, voor inspecties ter plaatse door de autoriteiten of door een door de autoriteiten naar behoren gemachtigd persoon	Terugvordering van alle steun die voor de betrokken aanvraag reeds aan de begunstigde is betaald. Deze terugvordering gaat gepaard met de uitsluiting van de begunstigde, gedurende een periode van drie jaar vanaf de datum van de vaststelling, van elke steunregeling voor de commerciële visserijsector.
Opzettelijke onjuiste voorstelling van zaken met betrekking tot: 1° dubbele subsidiëring; 2° het vertoon van bewijsstukken; 3° de realisatie van de investeringen of het gebruik ervan.	Stopzetting van de financiering van het betrokken project en verzoek tot terugvordering van de reeds betaalde steun in het kader van de betrokken steunaanvraag. Deze terugvordering gaat gepaard met de uitsluiting van de begunstigde, gedurende een periode van vijf jaar vanaf de datum van de vaststelling, van elke steunregeling voor de commerciële visserijsector.

Gezien om te worden bijgevoegd bij het ministerieel besluit van 23 april 2024 tot uitvoering van het besluit van de Waalse regering van 20 juli 2023 betreffende individuele steun in de sectoren aquacultuurproductie, verwerking en groothandel in visserij- en aquacultuurproducten.

Namen, dinsdag 23 april 2024.

De Minister van Landbouw,

W. BORSUS